

TOUS À SOUTINE !



Plus de 3.000 euros de dons au 1^{er} novembre

Finalelement, on a gagné...

«Nous tenons à *L'Aiguillon*. Il faut garder cette tribune d'opposition».

«Longue vie à *L'Aiguillon*!».

«Une petite somme pour un grand journal, une grande cause».

«En espérant que les petits ruisseaux fassent les grandes rivières...».

«Suite à la condamnation de votre association support de la publication de *L'Aiguillon*, j'ai l'honneur de vous remettre un don afin de surmonter cet obstacle (provisoire). Ma participation personnelle se situe au titre de la défense nécessaire de tout bulletin d'information. Ayant "croisé" à maintes reprises Monsieur Elgani, je vous demande de continuer votre action...».

«Je vous adresse tous mes encouragements. Tenez bon !».

«Bon courage à tous. A bientôt, l'honnêteté doit vaincre !».

«Bravo ! Je tiens à vous féliciter de l'acquisition de vos lettres de noblesse. Maintenant, vous jouez dans la cour des grands ! Longue vie et vigueur à votre organe ! Veuillez accepter cette modeste contribution à votre caisse couilles».

«Une petite contribution pour bouter les dettes indues hors d'Aiguillonie».

«Nous espérons que ce journal perdure, il nous amuse, car il est plein d'humour, et il nous informe en même temps sur les réalités de notre ville».

«Alerté par votre appel publié sur le site d'Acrimed, et me souvenant du bel élan de solidarité qui a permis à mon ami Antoine Michou, qui publie à Wissembourg le *Pumpenickel*, de faire face aux ennuis judiciaires que la municipalité locale lui a causés, je tenais à contribuer dans la mesure de mes moyens à vous aider à sauver *L'Aiguillon*».

«L'Aiguillon (-sur-Mer) est un petit port d'estuaire à l'extrême Sud de la Vendée donnant sur le Bassin («Pertuis») Breton, fermé par l'île de Ré. La pointe de L'Aiguillon borde les polders Nord du Marais Poitevin et avance inexorablement vers les côtes de Charente-Maritime qu'elle rejoindra sûrement avant le prochain millénaire, mettant un point final définitif à l'élevage de la moule de bouchot (snif)».

«Vous tenez dans les mains le dernier exemplaire de *L'Aiguillon*. Une belle aventure se termine, dont l'acte final aura été le procès perdu contre le juriste municipal de Lucé». Ces propos, vous auriez effectivement pu les lire sans l'extraordinaire élan de soutien et de solidarité qui s'est développé suite à la condamnation de *L'Aiguillon* par le tribunal d'appel de Versailles, le 29 septembre dernier, à payer 3.500 euros de dommages et intérêts. Malgré l'envie que nous en avons, nous nous sommes refusés à critiquer la décision de la justice. Mais le jugement mettait en cause notre survie.

Restaient deux solutions : tout arrêter ou rebondir. Le choix s'est vite imposé. Continuer, se battre et donc, trouver de l'argent. D'où notre appel à solidarité financière, relayé par les journaux qui ont relaté l'issue du procès, Internet et des réseaux constitués de résistances, locaux et nationaux. Les réactions ont dépassé nos espérances. Nos abonnés, nos lecteurs mais aussi des inconnus, ont décidé de nous soutenir, pour défendre la sacrosainte liberté de la presse. Par principe. C'est beau et fort, ça donne l'énergie de continuer.

Impossible d'énumérer nos bienfaiteurs, pourquoi citer l'un plutôt que l'autre ? D'autant plus qu'ils étaient tous désintéressés, citoyens lambda, de gauche ou même de droite. De Chartres, de l'agglomération, mais aussi de Marseille, de Paris ou de Wissembourg.

Alors que nous avions craint d'être définitivement muselés par le procès en diffamation, nous avons compris que, finalement, cet échec nous servait. Il a réveillé les consciences citoyennes. Cet *Aiguillon* beaucoup lu, souvent contesté, gratte poil, symbolise aussi la Démocratie, la liberté de parole, une alternative crédible à l'uniformité des discours et au penser correct. Alors, même s'il peut sembler banal de remercier, nous le faisons avec émotion et gratitude. *L'Aiguillon*, nous en sommes fiers, aujourd'hui encore plus qu'hier.

Le procès Morland à Versailles

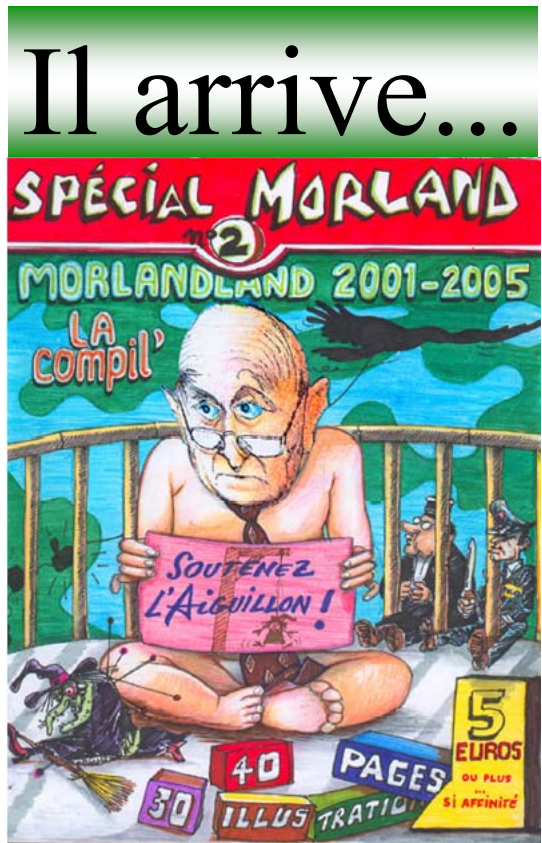
«Vous venez ici bouffer de la viande froide ?»

Jeudi 20 octobre 2005, le procès en appel de Jacques Morland, condamné en octobre 2004 pour prises illégales d'intérêts par le tribunal correctionnel de Chartres, s'est déroulé devant la 9^{ème} Chambre de la Cour de Versailles. Pendant une heure, le maire de Lucé a été passé à la moulinette par la présidente Monique Ract-Madoux.

Celle qui avait condamné Alain Juppé pour un délit de même nature en 2004 a parfaitement synthétisé l'ensemble des charges pesant contre Morland : l'impression du *Lucé Info* par l'Imprimerie de l'Indre (dirigée par sa fille Edwige et dont il était lui-même salarié), le camouflage de l'opération délictueuse par une société-écran bidon : Burostyl (dirigée par un homme de paille), le rôle d'intermédiaire joué par Dominique Passavy, et, après la révélation du scandale par *L'Aiguillon*, le marché confié à l'imprimerie Chauveau alors que sa fille Edwige Morland, pédégère de l'Imprimerie de l'Indre, a une relation maritale avec le fils Chauveau, la démarche illégale visant à faire acheter par le Conseil Municipal sa propriété privée du n°30

rue du maréchal Leclerc, sa tentative d'en tirer le meilleur prix au détriment des Lucéens... Au bout du propos, la présidente a qualifié d'**inadmissibles** les infractions commises par le maire de Lucé.

En réponse, à la barre, Morland s'est enlaidi dans des explications ridicules : «je ne connais pas le montant de mes revenus», «je viens du privé, je n'ai pas la culture administrative», «j'ignorais que le fils Chauveau était le compagnon de ma fille...», vous savez, les jeunes d'aujourd'hui...», «ce n'est pas moi, c'est ma famille qui a discuté le prix de vente de ma propriété... Autant d'affirmations qui ont produit ricanements dans le public et grimaces d'exaspération de la part de la Cour, notamment lorsque le prévenu a accusé les policiers du SRPJ d'Orléans d'avoir commis «une enquête orientée». A un moment, ne supportant plus d'entendre glousser la salle, l'adjoint Boris Minsky, présent au 1^{er} rang pour «supporter» son maire, s'est exclamé à l'adresse du public : «Vous venez ici bouffer de la viande froide ?». Moi, à la place de



Morland, je me serais senti outragé... D'ailleurs, la présidente a menacé d'expulser le trublion.

Puis, Daniel Renaut, l'avocat général, arguant de la «persistance du comportement de confusion des intérêts privés et publics» et de «l'atteinte au principe fondamental de la neutralité nécessaire de l'administration» a requis la confirmation des peines de prison avec sursis et d'amende infligées en 1^{ère} instance. En plus, considérant que l'élu a manqué à son devoir de probité, il a demandé au tribunal d'ajouter une sanction civique : au moins deux ans d'inéligibilité et cinq ans d'interdiction d'inscription sur les listes électorales. Jugement le 24 novembre.

Gérard Leray

Énergies Citoyennes 30 rue de Fresnay 28000 Chartres

<http://www.energies-citoyennes28.org>

aiguillon.info@free.fr

Imprimerie : Chartres Repro - ISSN 1625-7707

Directeur de la publication : Gérard Leray

ISSN 1625-7707

L'A → bonnement

◦ Je m'abonne à *L'Aiguillon* : 14 € (11 n°/an, frais de port inclus).

◦ J'adhère à EC pour 8 €.

◦ Je m'abonne et adhère pour un total de 20 €.

◦ Je défends la liberté de la presse et soutiens financièrement *L'Aiguillon* contre la chasse aux sorcières.

(règlement par chèque à l'ordre d'Énergies Citoyennes)

Nom/Prénom :

Adresse :

Courriel :@.....



Ils ont bossé pour *L'Aiguillon* 57 :

Gérard Leray, Tara, Jean Balance (+), Alain Patelin, Claude Joly, Mauricette Girard, Yves Naudin, Philip Lafeuil, Gandalf le Ouf, Horace Lenain, Fari Bole, Dimitri Keltchewsky, Mathieu Dameron, Dominique Chéron, KJB, Gisèle Quérity, Patrice Alliot, François Mandil, Elisabeth et Denys Calu, Mélusine Enfaillite.

Points de vente

Mainvilliers :

le Jourdan (rue de la République).

Lucé :

le Cosmos (place des Arcades) et le Tabac-Presse du Vieux-Puits.

Chartres : le Khédivé (avenue Jehan-de-Beauce), la Civette (place du Cygne), le Fontenoy (rue St-Michel), Aux Trois J (boulevard Charles Péguy), le Balto (place Drouaise), la Maison de la presse (rue Noël Ballay).

Chaque samedi, vente à la criée sur le marché de la place Billard.

Sommaire

Parking Cœur Devil,

page 4

Morlandland,

page 3

L'interview de Krivine,

page 5

Pourquoi j'ai fauché...

page 7

Chartres SA Votre Ville...

Sa ville n°43. Soyons francs : un numéro de «Je fais ce que je dis avec l'argent des autres» sans éditorial du lider maximo surnommé par certains «Moi je» (voir la rubrique Morlandland), c'est comme Paris sans la Tour Eiffel, un baba au rhum sans rhum ou un film de science-fiction sans sabre laser. Bref, c'est fade. Seul JPG avec son langage imagé, ses outrances verbales, ses vérités qui n'en sont pas souvent, est capable d'épicer ce plat sans saveur qu'est *Votre Ville* dont la lecture prolongée s'accompagne invariablement d'assoupissements qui en interdisent la consultation aux conducteurs de véhicules et aux utilisateurs de machines. De ce désastre annoncé, sauvons toutefois Tédé.

Page 7 : Les aventures chartraines de Tédé. Info ? Intox ? Publicité clandestine ? Dans ce numéro 43, Tédé fait son coming-out. Par la voix (c'est une image) de Laflèche, on apprend que notre dessinateur préféré (après Dimitri) donne ou donnerait des cours au musée. Des cours de dessin bien sûr, pas d'orthographe bien que, depuis quelques numéros, cette faiblesse chronique semble surmontée. Un bon point donc pour la forme. Quant au fond, il reste aussi ennuyeux qu'un sermon intégriste. Une note comique éclaire cependant ce discours senten-



cieux ; dans la dernière bulle, Laflèche assène à la pauvre Rose que les conseils municipaux sont, je cite «des réunions très conviviales». Rose, qui doit être couchée à l'heure des dits conseils, ne répond rien mais moi je pouffe et je ne suis pas le seul. Pouffons donc en chœur car enfin, prenons le petit Larousse et lisons la définition du mot convivial : «convivial : qui traduit des échanges amicaux, chaleureux, entre les membres d'un groupe». Tout à fait adapté à la situation locale, on peut le constater chaque mois. Proférer de telles énormités frise l'indécence. A moins que ce ne soit de l'humour mais je n'arrive pas à le croire.

Page 12 : Inauguration du parking place des Epars. Extrait du discours de JPG : «Le nouveau parking de Chartres est beau, il est pratique, et surtout il est ouvert ». Notre premier magistrat aurait dû travailler dans la publicité. Quoique... Quand JPG dit que le parking est ouvert, veut-il dire qu'on pourra en sortir après y être entré ? Le propos n'est pas clair. Eh bien oui, je vous rassure : vous pourrez vous échapper sans toutefois omettre de verser une offrande de 1,50 euros pour soixante minutes ou 3 euros pour soixante et une minutes à Madame Q-Park et là, c'est le client qui risque d'être tout vert

(de rage) contrairement aux actionnaires de Q-Park qui, eux, seront tout roses (de plaisir). Que dit encore notre amateur de Monopoly ? Un discours de JPG, c'est un mélange d'affirmations gratuites «adhésion de la population » (à ses projets, ndlr), de rabâchage «nous avons promis que ce parking ne coûterait rien aux contribuables chartrains », d'auto-satisfaction «il a fallu informer et convaincre que la circulation continuerait pendant les travaux» (à quel prix), de prose de mirliton «Quand on a le grand honneur d'être l'élu de Chartres, on met ses pieds dans des bottes qui marchent depuis 20 siècles» (c'est pas avec un pathos pareil qu'il aura le Grand prix de l'Académie française), de pédantisme «Fulbert le fondateur des arts libéraux» (que je sache, l'évêque Fulbert n'est pas considéré comme le fondateur des arts libéraux... un héritier, un défenseur sans doute), de slogans «Le Cœur de ville bat pour tous les Chartrains» (sauf que le sang circule moins bien à la périphérie), d'affirmations gratuites «Cette municipalité sait aujourd'hui comment augmenter le bien-être des locataires» (cette municipalité sait surtout augmenter le bien-être de ceux qui jouissent déjà d'un certain bien-être), de concepts généreux mais creux comme «mixité sociale». Je souhaiterais m'arrêter quelques instants sur ce thème. La requalification des quartiers conduit à les densifier en supprimant des logements sociaux pour y construire à la place un habitat susceptible d'attirer une population plus aisée. Cela pourrait être acceptable s'il était créé l'équivalent de logements sociaux dans les quartiers plus huppés. Or ce n'est pas le cas : pas de vases communicants. Résultat : l'offre résidentielle se réduit pour les catégories les plus défavorisées de la population. Voilà comment une idée de prime abord recevable se transforme en entourloupe.

Revenons pour finir au contenu de *Votre Ville* pour y noter quelques bizarreries : page 20, on apprend que les permanences CCAS et Chartres Habitat sont des activités de loisirs, que l'association chartraine de Taï Chi anime un atelier de peinture sur soie (de quoi se mélanger les pinceaux) et que page 26, le personnel de la société 5 sur 5 a financé un vitrail de quatre mètres de long réalisé par les ateliers Loire qui trône dans l'entrée de leur entreprise. Vous verrez qu'à ce rythme, tout salarié devra bientôt louer à sa société le matériel qu'il utilise pour travailler (ordinateurs, téléphones, véhicules, bureaux...). C'est tout pour ce mois-ci. Gros bisous.

Votre vil Alain Patelin

PS : Bien que commençant à avoir de la bouteille, pour mon salaire, ça ne gaze pas fort contrairement aux tarifs de Gaz de France dont les hausses incessantes vont finir par exploser au nez de ceux qui les décident. J'arrête là car je sens que je m'enflamme.

🔔 **Pourquoi tu tousses ?** Maintenant que l'événement est passé, *L'Aiguillon* peut vous révéler que la conférence-débat sur les OGM avec l'universitaire Christian Vélot dans le grand amphithéâtre de la Chambre d'Agriculture de Chartres le 30 septembre dernier a fait jaser dans les couloirs. En clair, Jean Godet, le directeur de la Chambre, s'est fait souffler dans les bronches en haut lieu syndical et politique pour avoir trop promptement et légèrement accepté - par écrit - la location du site à l'association organisatrice Energies Citoyennes. «Vous avez réussi un coup de maître», nous ont même dit nos amis de la Confédération Paysanne.

🔔 **Sucrer les fraises.** Sympathique cette idée d'organiser tous les débuts d'automne une semaine du goût. Redécouvrir les bonnes choses, les recettes d'autrefois, le bio..., mmm ! Les dents et tout le reste se gâtent quand on découvre écrit en tout petit sur les affiches que l'initiative est sponsorisée par les industriels du ...sucre. Vive les maladies cardiovasculaires !

🔔 **Le politique inconnu.** Echange téléphonique le 19 octobre dernier entre *L'Aiguillon* et Christophe Nobili, journaliste au *Canard Enchaîné*. Tour d'horizon sur les vedettes de la vie politique locale : Morland et Gorges. Commentaire de Nobili : «Gorges ? Inconnu au bataillon». Chartrains, c'est vachement bon signe : notre tyran local ne parvient plus à grandir !

🔔 **Tel père telle fille.** Fin octobre, la seconde fille de JPG, Mathilde, a joué l'apprentie chanteuse dans l'émission «Attention mesdames et messieurs» sur M6, en interprétant l'un des chefs d'œuvre de la chanson française : *Big Bisou*, de Carlos... Mais c'est surtout l'agressivité dont elle fait preuve à l'encontre d'une autre candidate qui a attiré l'attention du jury. Exit donc...

🔔 **Virage réussi.** On attendait Michel Cibois au tournant de l'édition 2005 des Artisanales. Le nouveau président de la Chambre de Métiers s'en est plutôt bien sorti, sans avoir eu besoin de recourir à l'habituel gonflage des chiffres de fréquentation. De quoi faire enrager Michel Teilleux, son prédécesseur et l'inventeur du concept.

🔔 **Sangatte bis.** Entendue cette drôle de rumeur dans la bouche d'élus gorgiens pendant le week-end des Artisanales : vous savez pourquoi JPG s'agite pour réaliser un centre nautique olympique sur l'ex-base 122 ? Pour couper l'herbe sous le pied d'un certain Olivier Marleix qui, depuis Paris, intriguerait pour faire construire en lieu et place une sorte de Sangatte bis, un nouveau centre d'hébergement pour Sans-Papiers...

🔔 **Croisade.** *L'Echo et La Rep'* du 7 octobre ont relayé le prêche d'un prédicateur appelant à la croisade pour libérer la ville de l'invasion des kebabs venus d'Orient, porteurs de nuisances insupportables, mais surtout scandaleusement prospères à une époque où les autres commerces de bouche chartrains risquent de succomber au virus de la grippe gorgienne.



🔔 **Ebullition droitière.** Ça swingue dans la droite chartraine. D'abord, Eric Chevée. Notre Bayrouiste local, sans doute inspiré par la bougeotte de son mentor béarnais, repart à l'assaut de la citadelle Gorges en présentant le 1^{er} opus de son canard de campagne «L'alternative Chartres 2008.com». Dedans, rien que du réchauffé sur le parking Cœur de Ville et la médiathèque, pompé dans *L'Aiguillon*, pour dénoncer les coûts exorbitants des deux opérations. Mais pas question de lui faire un procès pour

plagiat, nous l'encourageons à poursuivre son œuvre de salubrité publique dans la perspective des prochaines législatives et municipales. Ensuite, Daniel Guéret. Guéret outragé, Guéret humilié, Guéret martyrisé mais Guéret aspirant à se libérer... C'est du moins ce qui ressort de plusieurs indiscretions concordantes selon lesquelles le 1^{er} flic de Chartres rêve de voir JPG mordre la poussière à la législative 2007. Dans ce cas de figure, «Poulidor», comme le surnomment les mauvaises langues, serait en position de force pour brigner la tête de liste municipale UMP, et donc le fauteuil de maire...

🔔 **Sainte-ADICCA.** Renégocier le contrat de délégation de service public entre la Ville et Q-Park. C'est le mot d'ordre d'Eric Chevée «pour retrouver la liberté de gestion de l'espace urbain». Le commerçant qu'il est devrait pourtant savoir que jamais Q-Park n'acceptera

de tuer de son plein gré la poule aux œufs d'or. La seule possibilité : que le tribunal administratif d'Orléans fasse droit aux recours déposés par l'Association de Défense des Intérêts des Contribuables de Chartres et de son Agglomération en annulant les délibérations municipales sur le sujet. Chartrains, priez pour l'ADICCA...

🔔 **Comme un ouragan.** Les éoliennes qui commencent à pousser sur le plateau de Beauce, c'est l'enterrement de première classe du projet d'aéroport international à Beauvilliers, soutenu en son temps par JPG.

🔔 **Hommage.** Bruno Daller, le patron du service financier de la ville de Chartres, vient d'obtenir sa mutation pour la capitale. Il y a une huitaine d'années, il avait été recruté par Laurent Rabaté pour redresser les finances de la commune après un 3^{ème} mandat Lemoine catastrophique. Mission accomplie, merci Monsieur. *L'Aiguillon* comprend que vous ne vouliez pas vous tuer la santé à recommencer bientôt la même opération pour solder les folies gorgiennes. Tiens, vos collègues des directions de l'animation et des achats figurent également sur la liste des transferts... Chartres sentirait-il le pâté ?

🔔 **«Ça sent le poulet».** Le 16 octobre, sur le coup de onze heures, une manifestation de protestation contre la malbouffe est annoncée devant le Mac Do récemment installé sur la rocade en bordure de la zone industrielle du Vallier à Mainvilliers. A l'heure dite, huit policiers stationnent devant les portes de l'établissement pour dissuader les «provos». Et ça marche, même les clients font demi-tour... Merci les gars !

🔔 **Son et lumière.** JPG fulmine encore. C'est que l'illumination nocturne du centre ville chartrain de cet été ressemble à un feu de camp scout à côté de l'embrasement des banlieues françaises de cet automne...

🔔 **Retour de manivelle.** JPG fulmine. Il a dépensé un fric dingue pour mettre en scène sur Internet sa prestation mensuelle devant le Conseil Municipal, investi dans une super console électronique pour neutraliser les prises de parole des élus de l'opposition, et voilà que ces derniers refusent de jouer la partie. Du coup, les séances du CM sont expédiées et JPG constate que ses «chers internautes» le lâchent au bout de quelques minutes de ronrons insipides.

🔔 **Bravo patron !** Sur proposition de JPG, la direction de la Poste chartraine s'est vue remettre le prix 2005 du meilleur fossyeur de service public. De la belle ouvrage effectivement : dans les baraquements de chantier Algeco, place Sainte-Foix, usagers et employés commencent à sortir les Opinel...

🔔 **Piège à pions.** Mardi 1^{er} novembre, augmentation catastrophique de 12% du prix du gaz naturel. Le gouvernement fait du révisionnisme comptable en communiquant sur de prétendues conséquences indolores. Même méthode à Chartres : lors du CM du 20 octobre, pour faire avaler le surcoût exorbitant de sa médiathèque (on en est à 19,7 millions d'euros pour l'investissement !), JPG s'est justifié en posant des ...soustractions : selon lui, il faudrait déduire de la facture pour les Chartrains le coût de l'achat de l'immeuble de la Poste «qui fait partie du patrimoine de la Ville», également considérer que le «véritable prix du projet» s'obtiendrait après avoir retranché les subventions d'Etat, régionales et départementales, auxquelles les Chartrains contribuent pourtant par l'impôt !

🔔 **Perles.** Lu dans *Votre Ville* n° 44 : page 32, Thomas Caudron, le nouveau dirlo de Chartres Habitat : «Ma mission tient en quatre mots : s'occuper des gens, leur offrir de meilleures conditions de vie». Il commence fort... ; page 21, Erick Degas, le patron des flics euréliens : «La délinquance en forte diminution». C'est vraiment pas de chance...

Morland, champion de la prise illégale d'intérêts

Quand donc Jacques Morland cessera-t-il de mélanger ses intérêts personnels et ceux de la commune de Lucé dont il est le maire depuis mars 2001 ? Il ne lui a manifestement pas suffi d'être condamné par le tribunal correctionnel de Chartres en octobre 2004 dans deux affaires de prises illégales d'intérêts : la fabrication entre 2001 et 2003 du magazine municipal par une imprimerie dirigée par sa fille et dont il était salarié, et la vente de sa propriété lucéenne du «Moulin de Cloyes» à la Ville avec l'argent des contribuables. En plus, pour se venger de *L'Aiguillon* responsable de ses ennuis judiciaires, Morland a entrepris en juin 2004 d'engager des poursuites contre lui avec l'argent public municipal pour une prétendue contrefaçon du logo de la Ville, mais sans avoir reçu délégation du Conseil Municipal pour le faire et sans prévenir ce dernier de la procédure judiciaire qu'au bout de neuf mois, sous la pression médiatique !

Or, *L'Aiguillon* vient de découvrir un nouveau scandale sur le même registre. Le 30 septembre 2004, Claude Joly (conseiller municipal d'opposition lucéen) a soumis au Conseil Municipal un projet de délibération autorisant la Ville à engager des poursuites civiles contre le maire afin d'obtenir réparation du préjudice moral subi par la collectivité à cause des affaires de prises illégales d'intérêts susvisées. Evidemment, la majorité morlandesque a rejeté le projet. Alors, Joly a saisi le tribunal administratif d'Orléans pour lui demander l'autorisation de se substituer à l'autorité municipale dans les poursuites judiciaires. Le 11 janvier 2005, le tribunal administratif fait droit à la demande de Claude Joly pour «*intenter à ses frais et risques l'action en justice susanalysée que la commune de Lucé refuse d'exercer*». En réaction, comme ce n'est pas son argent mais celui des Lucéens, Morland introduit un recours devant le Conseil d'Etat pour faire annuler la décision du tribunal orléanais. Laquelle haute juridiction s'est réunie le 13 octobre 2005 pour examiner le dossier.

Le plus navrant, c'est Claude Joly qui l'écrit dans un courrier adressé au président de la section du contentieux du Conseil d'Etat : **«Monsieur Morland n'a reçu délégation d'intenter, au nom de la commune, des actions concernant le contentieux des autorisations de plaider» que le 24 février 2005, soit après la saisine du Conseil d'Etat ; il n'a pas été autorisé à engager la présente instance par une délibération du Conseil Municipal ; en tout état de cause, il n'a jamais informé le Conseil Municipal de la procédure en cours. Monsieur Morland n'a donc pas qualité pour solliciter, au nom de la commune de Lucé, l'annulation de la décision du Tribunal d'Orléans. Au surplus, ce recours par lequel Monsieur Morland défend ses intérêts particuliers, aux frais des contribuables lucéens et à l'insu de ces derniers, me paraît caractériser le délit de prise illégale d'intérêts. Je demande simultanément à Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir et à Monsieur le Procureur de la République de Chartres de donner à ces faits les suites qu'ils comportent...»**.

Patinage. Les rares projets d'aménagement de Lucé sont financés par la communauté d'agglomération Chartres Métropole. Or, actuellement, ceux-ci sont mis en sourdine à cause des investissements jugés prioritaires par le président Gorges sur sa bonne ville de Chartres. Résultat : à Lucé, l'embourbement est total.



Moi je. Une nouvelle preuve que Lucé et Chartres s'adorent : quand il est en petit comité, Boris Minsky, le 1^{er} adjoint lucéen, ne désigne plus JPG que par l'expression «Monsieur Moi je»...

Fort Alamo. Dimanche 16 octobre, les Anciens lucéens ont largement amorti les piles de leurs sonotones à force d'entendre les jérémiades de leur maire, à quatre jours de son procès versaillais. De son côté, Monique Hardonnière, l'adjointe aux Finances, n'aurait manqué la messe pour rien au monde : elle adore les comiques qui postillonnent dans un harmonica et qui se pètent les chevilles à vouloir ressembler à Travolta.

Costard(s). Le 28 juin 2004, Morland avait comparu en chemisette devant le Tribunal correctionnel de Chartres. Le 20 octobre 2005, pour affronter la Cour d'appel de Versailles, il s'est pointé en costard sombre. Mais il aurait pu en faire l'économie tellement la présidente et l'avocat

général lui en ont taillé un autre pendant plus d'une heure.

Figurantes. Scène surréaliste que la présence d'Isabelle Diveky et d'Yveline Legendre dans la salle d'audience de la 9^{ème} Chambre d'appel de Versailles. Le 28 juin 2004, elles étaient venues soutenir leur maire. Seize mois plus tard, les deux ex-adjointes tombées en disgrâce ont rallié le camp de ceux qui souhaitent qu'il écope d'une condamnation exemplaire...

Provocation ? Du 2^{ème} semestre 2003 jusqu'à courant 2004, le magazine *Lucé Info* a été imprimé par la société Chauveau, du Coudray. Or, lors des procès de Chartres (1^{ère} instance) et de Versailles (appel), la justice a reproché à Morland une prise illégale d'intérêts à cause de la vie maritale entre sa fille Edwige (instrumentalisée par son père dans toutes ses affaires professionnelles) et le fils Chauveau. Morland a donc encore été obligé de recourir à une autre imprimerie : PPO Graphic installée à Pantin (93). Surprise : le dernier *Lucé Info*, n°24, distribué fin octobre, est à nouveau imprimé par Chauveau...

Image ternie. Lu à la fin de l'édition de Morland dans le *Lucé Info* n°24 : «C'est pour [les citoyens et les services municipaux qui s'investissent chaque jour pour donner à la ville ses lettres de noblesse] que je regrette de constater que l'image de notre ville, se trouve ternie par quelques-uns, se targuant de parler et de dénoncer pour le bien de la commune. Mettre en avant des faits, au nom de la liberté de la presse, sans conséquence aucune, pour le quotidien des lucéens, c'est oublier voire dénigrer tout ce qui est entrepris par les habitants de notre ville ; et donc ne pas les respecter». Ce n'est plus uniquement un délit (des prises illégales d'intérêts à répétition) que *L'Aiguillon* reproche à Morland, désormais, c'est un crime : la prise en otage des Lucéens !

Dévots. Dans le camp retranché de la Morlandie, ils sont tous à prier pour que le ciel ne leur tombe pas bientôt sur la tête. Des aveugles et des sourds qui n'ont toujours rien compris à la gravité des faits qui sont reprochés à leur gourou. Des dévots qui ignorent la culture de la transparence, pilier de l'honnêteté et de la démocratie. Des dévots bien au chaud au contact d'un poisson pilote naviguant en eaux troubles. Bénis oui-oui, priez, pauvres pêcheurs, devant tant de malheur ! Et un cierge pour Lucé, un !

Guerre de succession. Qui pour remplacer Morland ? Avant même de connaître les détails du jugement qui sera prononcé le 24 novembre par la Cour d'appel de Versailles, les partis de droite et

Décision judiciaire

«...Par arrêt en date du 29 septembre 2005, la 8^{ème} chambre de la Cour d'Appel de Versailles a déclaré Gérard Leray coupable du délit de diffamation à la suite de la publication d'un article intitulé "Mission impossible" paru dans le bulletin mensuel *L'Aiguillon* et l'a condamné à verser des dommages et intérêts à Jamal Elgani».

de gauche ont déjà enclenché la première vitesse, au cas où des élections anticipées, municipale et/ou cantonale, devraient avoir lieu prochainement. Mais c'est dans l'entourage du calife que la tension est la plus palpable. Sur les ruines fumantes de la Morlandie, quatre vizirs s'affrontent pour la succession : Boris Minsky, Jean-Claude Maini, Alain Poyer et Olivier Laurans. Poyer est soutenu par Gorges, donc il n'a aucune chance. Laurans part avec un handicap insurmontable parce qu'il est porté par sa mère Dominique Passavy. Minsky développe une stratégie suicidaire en se présentant comme l'héritier de Morland. Reste Maini qui, lui, cultive une distance intelligente par rapport aux casseroles municipales. Objectivement, l'outsider le plus sérieux.

Crameurs cramés. La banlieue qui flambe, c'est du pipi de sansonnet à côté de Boris Minsky qui tempête dans les couloirs de la mairie, mardi 8 novembre. Contre *L'Aiguillon* ? Nenni : contre la garde rapprochée de son maire qu'il accuse d'orchestrer la chienlit quotidienne

Cadeau d'adieu. Il n'y a qu'à Lucé qu'on voit ça : un CM presque entièrement dédié à la satisfaction matérielle des élus de la majorité. Ce 10 novembre, c'est Olivier Laurans a gagné une nouvelle bagnole de fonction avec pin-pon et girophare. Les Lucéens tenaient à lui offrir ce cadeau d'avant son départ à la retraite, vu comment l'insécurité a évolué depuis 2001...

Tri sélectif...



CM de Chartres du 20 octobre

26 délib's, conseil tranquille ! J'écoute, je note les petits mots ou petites phrases qui en disent long sur l'idéologie gorgienne. Allez ! C'est parti ! Toute occasion est bonne pour faire croire que les projets maquettés, présentés à la presse à grand tapage, c'est pour demain !

L'adjoint à l'Animation présente la délib' n°5 sur les tarifs d'entrée de la patinoire démontable pour Noël 2005. Puis il s'éclipse vite, pas sans avoir «glissé» en toute complicité : «en attendant le super complexe !» Rêvez, braves gens, ne vous préoccupez pas de la dépollution du site, du coût de rachat des terrains à l'armée, monsieur notre député fait le démarcheur à l'Assemblée nationale. L'important c'est d'y croire et d'en parler.

Dans la 8^{ème} délib', la Ville et l'association Entracte s'entendent pour l'accueil de manifestations en plus de la saison culturelle proposée par le directeur du théâtre. La Ville pourra utiliser le site à concurrence de 45 jours par an, à titre gratuit pour la Ville (24 jours) et à titre payant à la charge de l'utilisateur du théâtre (15 jours). Il reste six jours pour d'autres opportunités. Le théâtre est un lieu de prestige qu'il est bon de s'approprier pour soigner l'image de marque de l'équipe municipale, de son maire et de leurs amis, auprès des Chartrains. Bien sûr, ce sera l'occasion d'accoler le logo de la ville de Chartres. Quelle frénésie de fêtes pour les petits enfants et les personnes âgées chartrains ! «Créer des richesses puis après, faire la fête...» aime répéter JPG...

Dans la 11^{ème}, il s'agit de mettre à disposition de la Ville ½ poste de directeur général adjoint en charge de fonctions identiques à Chartres Métropole. Il y a eu déjà des transferts où c'était Chartres qui mettait à disposition de l'aggloméra-

tion du personnel pour des fonctions précises et limitées à un jour par semaine. J.P.Gorges se justifie : «L'intercommunalité augmente la fiscalité. Par cet échange, on économise... Il faut optimiser les moyens. La loi autorise ces regroupements. C'est une étape. On continue de gagner des parts de marché !». Pour JPG, Chartres est une entreprise. La communauté d'agglomération est-elle en train de devenir sa seconde entreprise ? Sommes-nous dans une phase d'absorption ou de fusion ? Et l'esprit communautaire dans tout cela ? Chartres Métropole ou Chartres Monopole ?

L'aménagement de l'avenue Bethouart va



se terminer par l'enfouissement des réseaux électrique et téléphonique. JPG se réjouit : «J'espère que, dans quelque temps, ce quartier s'appellera Résidence Béthouart». Certains mots sont chargés de sens et servent une idéologie. JPG aime beaucoup rebaptiser, renommer...

Il faut vraiment être initié pour décoder certaines délibérations. La 20^{ème} en est un bel exemple. Dans le cadre du projet de renouvellement urbain de Beaulieu, on étudie «une alternative à l'implantation de certains équipements publics». De quel équipement s'agit-il ? La délib' ne le mentionne pas. En fait, il s'agit de réaliser une étude de faisabilité sur le déplacement du collège Charles-Péguy. Cela n'était pas prévu dans le projet initial. JPG s'appuie sur des arguments de circonstance : rapport Thélot, baisse des effectifs, besoin de mixité sociale. Quelle mouche a piqué le maire ? Maintenant, il veut implanter un nouveau collège sur les 240 hectares de la base aérienne qu'il se fait fort d'acheter. Qui lui a soufflé cette idée ? Quel est le projet d'ensemble

d'aménagement de ce site ? Quelle cohérence ? C'est une magnifique réserve foncière qu'il va pouvoir rentabiliser avec les multinationales du BTP. Bouygues a de beaux jours devant lui...

Les trois élus *Energies Citoyennes* ont décidé de ne plus intervenir lors des CM. Simple-ment de faire acte de présence, pour ensuite rendre compte aux citoyens. Auparavant, nos interventions étaient instrumentalisées par le maire. Aujourd'hui encore, sa tactique est de dénoncer tous les projets - pour lui, ratés - de l'ancienne équipe municipale, documents d'archives à l'appui. Nous avions essayé d'apporter nos points de vue, notamment au sujet du méga parking en centre ville. Nous avons reçu une fin de non recevoir. Alors en 2008, il faudra faire avec le parking, avec les travaux de la médiathèque et les projets d'urbanisation. Chers lecteurs de *L'Aiguillon*, vous avez des propositions ? Il est temps de se mettre à l'ouvrage...

Mauricette Girard

Précision

Sur le site d'*Energies Citoyennes*, à la rubrique «Audit Citoyen», sous rubrique «Flagrants délits», sont reproduits intégralement et littéralement les propos de l'élus UMP, Rémi Martial, au début du Conseil Municipal de Chartres du 27 novembre 2003, accusant *L'Aiguillon* d'avoir publié un article contenant des allusions antisémites. Extrait :

Rémi Martial : «...simplement, je souhaiterais dire aux membres d'*Energies Citoyennes* qui malheureusement ont quitté la salle, qu'ils devraient se méfier des listes, des listes de noms. On sait comment les listes commencent, et on sait souvent comment elles terminent, elles se finissent. Or, je n'ai pas eu le courage de lire la fin de l'article. J'aurais souhaité seulement leur dire que depuis ce soir-là, vraiment, je trouve que leur journal pue. Le Maire : Très bien (applaudissements des élus de la majorité)».

A ce propos, nous avons récemment reçu un courrier électronique de Yves Naudin, conseiller municipal gorgien, qui nous prie de «faire état officiellement» qu'il n'avait pas applaudi, parce qu'il «a(vait) trouvé ce coup monté politicien déplacé». Dont acte.

Parking Cœur Devil

Battre l'enfer tant qu'il est chaud

Par une lettre datée du 26 septembre 2005, l'adjoint délégué à l'urbanisme de la ville de Chartres, Robert Boulanger, a informé les riverains de la cathédrale de la réfection de la place Notre-Dame côté rue des Changes. Franchement, qui oserait aller à l'encontre d'une telle décision, en apparence pleine de bon sens ? L'on ne pourrait que se réjouir de cette opération, tant les véhicules garés en cet endroit nuisent gravement à «l'amélioration de la qualité des abords de la cathédrale», si la municipalité chartreuse n'avait pas une petite idée derrière la tête. Remplacer le sol de cette place par un matériau «plus résistant que celui mis en place antérieurement». Soit. Mais on vient petit à petit à l'essentiel : «De plus, le stationnement devant cette place, qui accueille les terrasses des restaurants sera supprimé». Encore une fois, derrière de bonnes intentions peuvent se cacher de mauvaises...

Si l'on admet aisément que manger dans les vapeurs des gaz carboniques dégagés par les diesels qui démarrent à un mètre de votre assiette n'est agréable pour personne, et si l'on considère qu'agrandir sa terrasse pour augmenter son chiffre d'affaire n'est pas péché keynésien, alors on pourrait tolérer cette suppression de places de stationnement... Si ce n'était qu'elle est ainsi justifiée par Robert Boulanger : «L'ouverture du parking Coeur de Ville sous la place des Épars va permettre de libérer de nombreuses places au parking Cathédrale tout proche...». Tremblez habitants du centre ville, l'enfer s'ouvre à vous ! Le macaron apposé sur votre véhicule ne vous permettra pas, à défaut de place en surface, de vous garer en sous-sol gratis ! Et puis quoi encore ? Qu'est-ce que vous croyiez ?

Là, Gorges a fait un mauvais choix politique. Il aurait dû construire un parking **sous** la cathédrale. Avec ascenseur. Hop, directement au sommet des flèches. Comme ça, les clients des «tours opérateurs» auraient gagné du temps. Une pierre, deux coups : les touristes auraient «fait» Chartres et sa cathédrale, preuves photographiques à l'appui, en supervisant la première du haut d'une des tours de la seconde. Ça aurait été comme si on avait visité Paris du haut de la Tour Eiffel ; une ineptie !

Plus sérieusement, sans nier l'enfer que représentaient la circulation et le stationnement dans le centre ville de Chartres, d'autres projets, plus paradisiaques, auraient pu voir le jour. Un grand parking en bordure d'agglomération, surveillé, ombragé, peu onéreux pour les usagers, voire gratuit, accompagné d'un maillage des villes de l'agglomération par des transports urbains écologiques auraient évité l'enfer de ces travaux et leurs désagréments (embouteillages, coût exorbitant...). Mais le parking est là et l'héritage lourd.

En supprimant petit à petit des places de stationnement de surface, l'équipe de Gorges, envers et contre tout, garantit au délégataire de service public un taux de remplissage de ses parkings et donc des dividendes à distribuer à ses actionnaires, évidemment toujours sur le dos des administrés-clients. Ce qui est certain, c'est que les parkings censés accueillir les touristes vont finalement hériter des habitants et des travailleurs du centre ville sans pour autant séduire la clientèle locale. Celle-ci, les poches vides, ne se transformera pas, en clients-consommateurs des commerces de Chartres par la magie d'un coup de baguette libérale. L'enfer est pavé de bonnes intentions, dit-on. Celui de Gorges est pavé d'illusions. Il faudra bien toutes les Énergies Citoyennes pour battre l'enfer tant qu'il est chaud.

Philip Lafeuil

Récemment, nous apprenions que Jean-Pierre Gorges avait fait, contre toute attente, un don très important à *L'Aiguillon* pour lui permettre de traverser une passe financière délicate. Très naturellement, nous nous sommes interrogés sur le pourquoi de cette démarche inattendue. Très naturellement, nous avons dépêché auprès du maire notre journaliste Fari Bole. Nous retranscrivons ci-après l'interview qu'il a menée.

- Monsieur Gorges, je n'irai pas par quatre chemins. Pourquoi faire don à *L'Aiguillon* d'une somme conséquente, alors même que ce journal vous critique systématiquement ?

- Cher monsieur Fari, je vous croyais perspicace. Prouvez-le. Soit. J'ai quelques hypothèses à vous soumettre. Soumettez, cher monsieur Bole, soumettez. Vous voulez sauver *L'Aiguillon* parce qu'il sert vos intérêts : il sème le trouble à gauche, il affaiblit ou élimine vos rivaux à droite et vous permet de rester maître du jeu politique par une logique de prime au sortant.

- Ha, ha ! Comme si j'avais besoin d'un petit journal pour être le meilleur ! Ridicule ! Next...

- Vous avez besoin d'un journal qui ose parler de vous franchement, qui ose vous parler franchement... d'un véritable interlocuteur qui, à la différence de vos proches, ne donne pas systématiquement dans la flatterie par crainte, par hypocrisie ou par naïveté.

- Vous êtes grotesque. Mes proches sont très libres avec moi. Dans les rapports que nous avons, ils font toujours preuve de franchise, de lucidité et d'intelligence. Maintenant, est-ce ma faute si je suis aimable et si j'ai d'excellentes idées ? Pouvez-vous reprocher à mes collaborateurs de m'aimer ? Pouvez-vous critiquer leur adhésion spontanée à mes projets enthousiasmants ? Pouvez-vous mettre en cause leur intelligence qui les porte à être d'accord avec moi qui

EPINE NOIRE

Une goutte, une larme, un parfum dans le café à la fin du repas trop riche sans doute de ce dimanche chartrain. L'odeur monte avec la fumée au-dessus de la tasse et se répand dans la pièce.

Derrière le piquant de la prune, c'est tout le bord du fossé ou du chemin qui déboule dans la pièce. Toute une saison depuis les fleurs blanches du premier printemps, la ronde des insectes dans les rayons de soleil de mars avant les premières feuilles, jusqu'aux petits fruits ronds, presque noirs qu'on ne peut décemment manger qu'après la gelée de Toussaint. Les petites feuilles arrondies, orangées à l'automne, laisseront place au bois très foncé, violine qui restera un sourcil broussaillieux tout l'hiver. Elle n'est pas bien épaisse, que du noyau, presque pas de pulpe, acide sous la dent, mais c'est bien le même genre que la prune charnue. Frugale plutôt qu'opportuniste sur des sols ingrats, trop maigres, elle résiste à presque tout, invisible tellement elle est commune.

Souvent, elle n'a pas toujours le temps de former un tronc, trop occupée à courir avec plusieurs tiges à la fois vers la lumière ou coupée à blanc le

long du talus de chemin de fer avant de repartir de plus belle. Un bois dur, dense, coloré et tout l'arôme du noyau revient depuis la cheminée.

Que des qualités. Comme beaucoup de «collègues» : épine du christ, arête-boeuf, elle est redoutée. Elle ne retrouvera pas la béatification de l'aubépine fleurie juste à temps en mai, recyclée par le culte de la vierge. Elle ne sera pas plantée inermes le long d'une rue comme le févier au Grand-Faubourg. Elle est la première à germer dès que le jardin est abandonné, dès que le champ repasse à la friche. Rien à faire, elle ne demande qu'à sortir de la haie limitrophe et à s'étendre vers les grandes taches de lumière où elle sera dans les premières à s'installer. Le spectre de la friche, c'est en partie elle : abri à lapin, hallier impénétrable. Il faudra quelques années avant qu'un chêne ne sorte le bourgeon de cette épaisse protection et n'impose son couvert. Pas grave, à grands coups de rhizomes ou ressemées par les oiseaux complices, elle ira un peu plus loin. Chez elle, les rameaux avortés servent de perchoir aux oiseaux, mais trop pointus, ils déchirent la peau des mains. Des aiguillons, en un mot.

HORACE LENAIN

Skate Le gap* du Châtelet, un pur spot !

«Un bon gap*, huit marches, un plan incliné pour le manual», c'est la description de la place Châtelet par le site sk8.net. Car depuis la fin des travaux, elle est devenue un lieu de rassemblements pour les skaters chartains. Plus besoin de descendre aux Grands Près. C'est bien plus fun de faire son show devant les touristes ! Et comme c'est éclairé, les riders peuvent même s'y retrouver en soirée. La police municipale n'est pas bien gênante. Elle se contente de

venir les voir, de leur dire que ce n'est pas bien de faire du skate et de repartir sous les quolibets. A croire que la seule chose qu'elle sache vraiment faire, c'est de verbaliser pour stationnement payant ! Alors, venez admirer leurs ollies, leurs kickflips et autres tricks. Et espérons que la place des Epars sera aussi accueillante ...

Gandalf le Ouf

* gap : brèche, fossé, pour les skater, c'est le fait de sauter des marches, un bloc, un trottoir...



Valentin, 14 ans

L'appel du procès
Vincent Gouache,
l'attaché parlementaire de JPG,
contre
**Energies
Citoyennes**
aura lieu à
Versailles le
5 décembre.

Tous les détails de
l'affaire dans
L'Aiguillon 58.

Don gorgien

ne propose que des choses intelligentes ? Votre hypothèse est décidément risible. Next...

- Vous avez besoin d'un ennemi pour sentir que vous existez. Vous mesurez votre importance à la masse des attaques que vous suscitez.

- Bah, bah, bah ! Epargnez-moi votre psychologie de foire-fouille. Si je devais mesurer mon importance à l'écho que répercute cette feuille de chou, j'aurais mille raisons d'être inquiet. Voyons monsieur Bole, soyez raisonnable. Regardez-moi bien et admettez que votre argument pourrait avoir un début de pertinence si vous évoquiez la presse internationale ou, à la rigueur, la grande presse nationale. Mais *L'Aiguillon*, ce rien à peine éclos, vous n'y pensez pas. Next...

- «Ce rien à peine éclos» vous alimente en idées, en réflexions, en analyses. Il vous ouvre les yeux sur le monde tel qu'il est.

- Absolument ridicule. Une fois pour toute, apprenez que je n'ai besoin de rien ni personne pour être moi dans la plénitude de mon éclat. C'est comme si vous prétendiez que Dieu a besoin de soutien scolaire... Next...

- Vous avez fait un gros chèque à *L'Aiguillon* dans un moment d'absence intellectuelle.

- Monsieur Bole, je vois bien que vous faites de la provocation. Si, si, là, en ce moment, vous faites de la provocation et vous

espérez sûrement que je vais réagir et m'emporter. Désolé de vous décevoir. Il n'y a personne qui sache mieux se contrôler que moi. Désolé encore, mais il n'y a pas ici-bas d'esprit plus sain, plus équilibré et plus consistant que le mien. A présent, je vois bien que vous ne devinez jamais la motivation de mon geste financier. Je vais donc vous expliquer, Monsieur Fari. C'est très simple, c'est même tout à fait évident pour qui sait voir : je suis foncièrement, intrinsèquement, viscéralement et naturellement un homme de gauche.

- Vous ?... de gauche...

- Parfaitement de gauche. J'ai d'ailleurs l'intention de me présenter à gauche aux prochaines élections.

- Ah ! Et *L'Aiguillon* dans tout ça ?...

- *L'Aiguillon*, justement, j'y viens à *L'Aiguillon*. Ce sera l'instrument de mes campagnes.

- Ah ! Et la rédaction ? La rédaction, vous pensez qu'elle sera d'accord ?

- Qu'est-ce que vous allez compliquer ? On voit bien que vous n'êtes pas de gauche. D'abord je sauve *L'Aiguillon*. Ensuite je l'achète, puis je vire l'équipe actuelle aux valeurs trop bourgeoises. Je fais du journal un grand organe de presse authentiquement de gauche, puis je gagne, je gagne, oui, je gagne, je suis le meilleur de toute façon, je gagne, vive moi, je gagne... (**Fari Bole nous a indiqué qu'il avait dû interrompre l'interview à cet instant car c'était l'heure de la tisane du maire**).

L'abondance de l'actualité locale et nationale nous oblige à reporter d'un mois notre dossier sur les vidéosurveillances chartreuse et lucéenne. Rendez-vous début décembre.



Q. Alain Krivine, cela fait 50 ans que vous faites de la politique, n'êtes-vous pas fatigué ?

R. Non, il n'y a pas de lassitude. Pour moi, la politique, ce n'est pas un métier. Je suis motivé et cette motivation est chaque année toujours plus forte. Je dis souvent qu'on a plus de raison de se révolter aujourd'hui qu'en 68. A l'époque, il n'y avait pas de chômage, il n'y avait pas les désastres écologiques, il n'y avait pas Le Pen... Il n'y a pas donc pas de raison d'arrêter de se battre. La vie militante, c'est un véritable enrichissement, une façon de s'émanciper pleinement parce qu'on sert à quelque chose, on se met au service d'une cause qui est juste. Dans l'activité quotidienne, il y a des défaites - on vient de le voir avec la SNCM à Marseille -, mais aussi des succès. En mai dernier, on a remporté une belle victoire avec le «non». Et ce n'est pas une victoire par procuration, on y a pleinement contribué. Mais, d'un autre côté, on sait bien que la victoire du «non» ne règle rien. Elle n'a pas empêché le gouvernement de continuer à cogner comme une brute sur le monde du travail...

Q. Justement ce soir, vous êtes encore là pour plaider la cause du «non», comment croyez-vous pouvoir transformer l'essai de la victoire du 29 mai ? Quels sont vos espoirs et vos craintes ?

R. C'est vrai que le gouvernement a pris une belle baffe, la droite et aussi une certaine gauche, celle qui a appelé à voter «oui», mais ce n'est pas la première fois qu'on la retrouve à droite... Le gouvernement a l'esprit de vengeance : il sait qu'il est très discrédité et qu'il peut être jeté aux prochaines élections. Il a deux ans pour faire passer toutes les sales besognes, d'où l'accélération de toutes les mesures antisociales... La victoire du «non» a permis de redonner confiance aux gens, elle a aussi permis une convergence exceptionnelle de courants qui, d'habitude, ne travaillaient pas ensemble : les communistes, la Ligue, les minoritaires des Verts, du PS, ATTAC, les syndicalistes, la Confédération paysanne, ça n'a rien à voir avec

En direct

Alain Krivine, porte-parole de la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR), a tenu un meeting le 21 octobre 2005 à Champhol. Juste avant, il a accordé une interview exclusive à *L'Aiguillon*.

l'union de la gauche, c'est une autre union, et il faut essayer de conserver cette convergence. On a décidé de maintenir les collectifs, qui ont désormais pour charge de se battre contre toutes les attaques libérales... Je crois qu'on a deux types de tâches devant nous. D'abord, au niveau des luttes, ne pas attendre 2007. Le PS est en train d'amuser la galerie avec toutes ses candidatures présidentielles. La préoccupation des gens, c'est de savoir avant 2007 comment on peut faire reculer le gouvernement. Il faut une stratégie d'élus pour qu'on arrête de voir les gens se battre dos au mur, isolés d'une ville à une autre, d'une boîte à une autre, d'un secteur à un autre, et puis, de temps en temps, il y a 24 heures de grève comme le 4 octobre. Il faut se battre pour la préparation d'un grand mouvement général

«On a plus de raison de se révolter aujourd'hui qu'en 68»

prolongé pour faire reculer le gouvernement, comme on l'avait fait en 1995. La deuxième tâche, parce que le «mon» n'est pas un programme en soi, c'est de discuter tous ensemble pour fabriquer un véritable programme politique antilibéral.

Q. Il faut bien le constater, il y a désormais deux gauches. A votre sens, cette fracture est-elle définitive ?

R. Effectivement, il y a une gauche qui s'accommode totalement du libéralisme et qui le rafistole. Ça a été l'expérience de la gauche unie au gouvernement entre 1997 et 2002. Quand on pense que Jospin a plus privatisé que tous ses prédécesseurs, ça pose un vrai problème ! Et puis, il y a une gauche de rupture avec le libéralisme qui met d'abord en avant la satisfaction des préoccupations sociales des gens. Pour moi, ces deux gauches ne sont pas conciliables. Ce qui est possible et souhaitable, c'est que ces deux gauches se rassemblent quand il s'agit de se battre contre l'adversaire commun, la droite. Nous sommes pour l'union de toute la gauche, politique et syndicale, contre la politique du Medef et de Villepin. Mais quand il s'agit d'élections ou pour aller au gouvernement, ces deux gauches sont irrconciliables. L'important, c'est de rassembler la gauche anticapitaliste sur un programme anticapitaliste.

Q. Pensez-vous que, pour les échéances nationales de 2007, présidentielle et législatives, la vraie gauche, de rupture avec le libéralisme, pourra fabriquer des candidatures de rassemblement pour faire triompher ses idées ?

R. On ne peut encore répondre parce que le débat de fond est tout nouveau. Les courants dont j'ai parlé tout à l'heure commencent tout juste à discuter. Nous, avant de parler candidat(s) ou je ne sais quoi, comme dans le PS, on veut d'abord discuter du contenu. S'il s'avère qu'on arrive à se mettre d'accord avec une série de courants sur un contenu totalement anticapitaliste, à ce moment, tout peut s'envisager. Ceci dit, s'agissant des présidentielles, à la différence des législatives, c'est plus difficile de se mettre d'accord : avec notre système constitutionnel actuel, un parti qui n'a pas de candidat à l'Elysée risque de sombrer. Je vois difficilement le PCF, les Verts ou d'autres ne pas présenter chacun leur propre candidat...

Q. Etes-vous confiant ou bien exprimez-vous des doutes à cause des divisions qui empoisonnent la gauche ?

R. Ça va prendre du temps, il ne faut pas se précipiter. L'idée de construire une autre gauche que la gauche traditionnelle fait son chemin. Tous les gens qui ont participé à la campagne du «non» sont sortis enthousiastes. On a fait des meetings énormes et une dynamique d'un nouveau type d'union a été créée. Même si on n'aboutit pas à des candidatures communes, la volonté de continuer à travailler ensemble existe. Et ça, c'est plus fort que tout.

Q. Comment jugez-vous la dernière génération des militants ?

R. Sans faire de la démagogie, du style «je fais confiance à la jeunesse», je pense que les partis politiques qui ne se renouvèlent pas, qui ne mettent pas des jeunes à la direction, ne recruteront jamais les jeunes, ne les intéresseront jamais, et à terme, ils risquent de connaître une mort biologique. Nous, à la LCR, on a un peu compris ça, sans nous vanter, on est content d'avoir un porte-parole jeune comme Besancenot. J'incite les autres partis à faire pareil.

Propos recueillis par G. Leray

Manif pour le service public

Il y a d'immenses besoins sociaux à satisfaire. Dans les campagnes, les gens protestent contre la fermeture des bureaux de poste, des gares et des lignes ferroviaires. En effet, tous ces services sont porteurs de liens de solidarité, d'emplois qualifiés, de développement local. On assiste actuellement à une offensive brutale contre les services publics. Dans la foulée de l'«œuvre» accomplie par le gouvernement Jospin entre 1997 et 2002, les gouvernements de droite poursuivent la casse (EDF, SNCM, RTM...).

Aujourd'hui, une question se pose : faut-il monter d'un cran dans la pression sociale et populaire pour faire céder la droite ? Déjà, une déclaration unitaire à l'échelon national, constituée autour des organisations CGT, FSU, SUD, ATTAC, Collectif du 29 mai, Fondation Copernic, LCR, MARS, PCF..., a fixé trois objectifs : résister à toute privatisation et démantèlement, reconquérir

des services publics de qualité, partout et pour tous, exiger une autre politique en France et en Europe. C'est la mise en place d'une véritable convergence des luttes pour faire de la

manifestation nationale du 19 novembre

un grand succès. Les services publics constituent le bien commun, ne laissons pas des intérêts privés les accaparer !

Départ pour Paris à 11 heures de la gare de Chartres (rendez-vous à 10h45). Retour soit à 16h, 17h ou 17h25 au choix. Prix : 10 euros par personne, gratuit pour jeunes et chômeurs. C'est la FSU qui centralise les inscriptions (02 37 21 23 96).

Mathieu Dameron

Humeurs

⊗ **Jamais trop tard.** Sarkozy propose qu'on accorde le droit de vote municipal aux étrangers installés régulièrement en France depuis dix ans. C'était l'une des 110 promesses de Mitterrand en 1981. Immédiatement, Villepin affiche sa réprobation. Sarko, enfin un présidentiable de gauche qui tient la route...

⊗ **Un éléphant, ça trompe énormément.** François Hollande cité par le quotidien *Le Monde* du 17 octobre : «Les Français ont envie de changement d'autant plus qu'ils se sont trompés en 2002». Au lieu de nous prendre pour des veaux, il devrait s'inquiéter de son hémorragie de plusieurs milliards de neurones !

⊗ **Les «meilleurs» d'entre nous.** Lionel Jospin s'affiche en reconquête malgré ses gamelles du 21 avril 2002 et du 29 mai 2005. Alain Juppé, qui a presque purgé son temps d'inéligibilité suite à une condamnation pour prise illégale d'intérêts, affiche le même état d'esprit. Pourquoi les gens flippent-ils à cause de la grippe aviaire, alors que ces deux-là sont porteurs d'un virus capable de tuer d'un coup quarante-deux millions de citoyens ?

⊗ **Ma-gni-fi-que !** Magnifique Europe ! Pendant plus d'une semaine, elle daigne s'intéresser aux trois millions de sinistrés de la catastrophe sismique du Cachemire pakistanais. Magnifique Europe encore dans sa gestion du problème de l'immigration clandestine de milliers de Sans-Papiers subsahariens à partir des enclaves espagnoles de Ceuta et de Melilla au Maroc. Au moment où les autorités marocaines reconduisent vers le Sahara plusieurs centaines de Noirs, sans eau ni nourriture ni chaussures, pour leur apprendre les bonnes manières, l'Europe s'emploie à surélever ses remparts de barbelés pour dissuader les prochains envahisseurs.

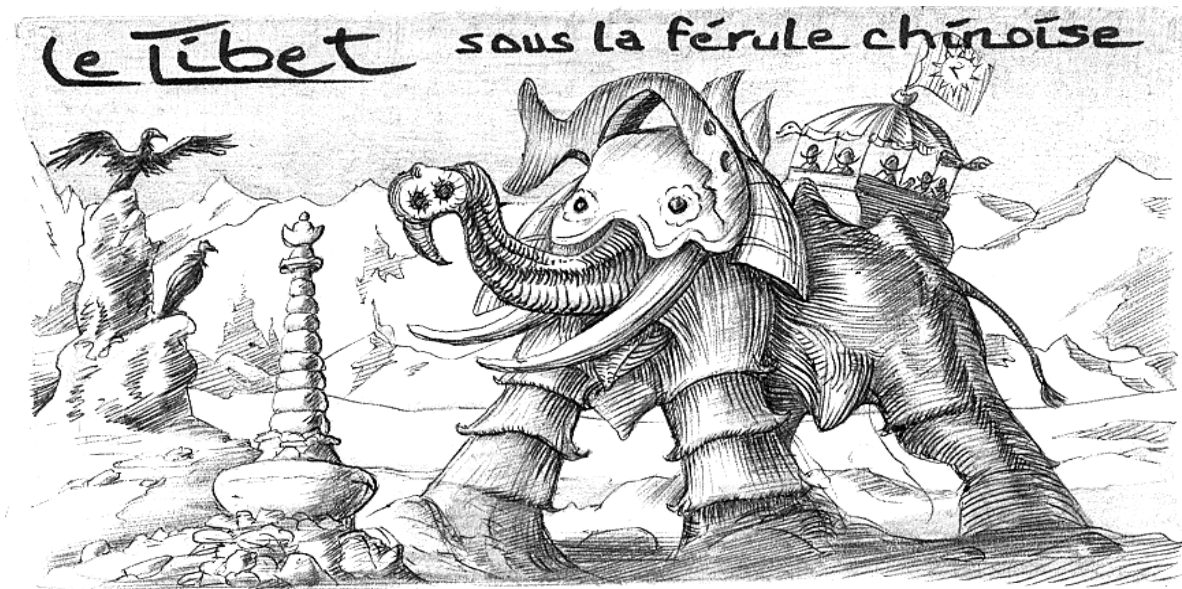
⊗ **Social-trahison.** Le SPD de Gérard Schröder a préféré s'entendre avec la CDU d'Angèle Merkel pour constituer un gouvernement d'union nationale, plutôt que de remplir avec les Verts et de coopérer avec le parti de la Gauche d'Oscar Lafontaine. Vous croyez qu'en France ?... Eh oui, mon bon monsieur, d'après un sondage, 55% des Français seraient favorables à une entente gouvernementale PS/UMP ! Et comme personne n'est plus capable de différencier leurs programmes politiques, vous verrez qu'avant la fin de la décennie, Sarko, Jospin, Juppé, Strauss-Kahn, Hollande, Fillon, Royal, Aubry, Gaymard, Lang, Alliot-Marie, Delanoë, Breton, Villepin, Moscovici, Douste-Blazy... poseront ensemble sur les marches du pouvoir. Comme au bon vieux temps du formatage des années ENA...

⊗ **Aggravation des symptômes.** Lundi 17 octobre 2005, quarante-quatre ans après les «événements tragiques de 1961» (le massacre programmé, en plein Paris, d'une manifestation pacifique d'Algériens par la police de Papon), un rassemblement était prévu au Pont St-Michel, puis, en principe, une marche jusqu'au Palais de Justice, à deux pas de là. A partir de 18 heures, le rassemblement s'est peu à peu étoffé, jusqu'à quelques centaines de personnes. A 90% des Algériens, âgés pour la plupart, dignes, émouvants. A l'évidence, ils avaient vécu les événements et, comme chaque année, ils venaient témoigner, réclamer justice, tenter de soulever la chape de plomb. La présence policière, massive, menaçante, était tout sauf compatissante. Et lorsque les manifestants firent mine de se diriger vers le Palais de Justice, l'interdiction leur fut signifiée sans ménagement : rentrez chez vous, la récréation est finie ! Il ne manquait plus que les matraques et les bombes lacrymogènes... Oui, la France (l'Etat) se souvient, la France est fidèle...

⊗ **Notre république sent des pieds.** C'est pas encore Bagdad mais... Avec Sarko, l'accélérateur de particules, c'est presque le retour à octobre 1961. Habib Souadia a été raflé dans le métro parisien, sans raison. Ce réfugié politique algérien, auteur de *La sale guerre*, qui dénonce les violations des droits de l'homme en Algérie, exilé dans notre beau pays, déclare : «J'ai passé mon plus long week-end depuis que je suis en France. J'ai été arrêté, battu, humilié pour rien, dans le pays auquel j'ai demandé protection et sécurité». Karchérisons la police !

⊗ **Vent mauvais.** La cause tragique de la résistance tchétchène n'avait pas besoin de ça ! A la mi-octobre, Naltchik, capitale de la Kabardino-Balkarie, dans le nord du Caucase, a été le théâtre d'une violente offensive des rebelles locaux au joug russe. Plusieurs dizaines de morts de chaque côté, chacune des parties revendique aujourd'hui un bilan avantageux. Comme de coutume, les forces russes, après avoir bouclé toute la zone ont «fini le boulot» à leur manière, «régplant» la question à coups de missiles et supprimant les témoins gênants : cinquante cadavres non identifiés ont été retrouvés avec une balle dans la nuque... Stratégiquement, politiquement, l'opération semble payante pour la cause de la Résistance : Poutine n'était-il pas furieux, d'après certains témoignages ? Oui mais, il y a ce communiqué de Chamil Bassaïev, désormais n°2 de la Résistance : «Extension du Jihad», «environ 140 infidèles et hypocrites tués»... Alors que ce vocabulaire et la mentalité correspondante n'existent pratiquement pas chez les Tchétchènes, ça y est, l'amalgame Tchétchènes-Ben Laden-terroristes est relancé pour ceux qui voient ça de loin ! Il va falloir ramer de ce côté-là, maintenant !





Le Tibet vit l'invasion chinoise depuis décembre 1950. Sept millions de Tibétains vivaient paisiblement dans leur pays. Qu'à cela ne tienne, la Chine communiste a envoyé huit millions de colons. D'autres mesures répressives ont vu le jour, faisant de ce pays, avec la Palestine et la Tchétchénie, une des zones de non droit les plus strictes du monde. Pire, la Chine a mis en résidence surveillée le numéro 2 tibétain, le Panchen-Lama, à l'âge de sept ans, ce qui fait de lui le plus jeune prisonnier politique du monde.

Au Tibet, toute manifestation est interdite. Certains moines, las de vivre sous un régime militaire et oppressif, manifestent seulement en criant : «Tibet libre !» dans les rues de Lhassa, la capitale. Ils ont alors droit à deux voire trois années de prison dans des conditions déplorables (le froid des hauts plateaux et la faim les tenaillent toute la journée). De nombreux monastères ont été détruits par les Chinois fiers de disposer d'une puissante armée. Et pensez bien que si vous manifestez pacifiquement une nouvelle fois en prison, la sanction s'alourdit. Pour de simples prières, le bâton peut agir de la même façon.

Plusieurs associations luttent dans l'ombre afin de soutenir prisonniers et réfugiés tibétains. Le Comité de Soutien au Peuple Tibétain (CSPT) a une antenne en Eure-et-Loir et milite avec l'appui de quelques municipalités. Ces dernières envoient des courriers aux geôliers afin d'essayer d'obtenir des réductions de peine. Et ça marche ! La démar-

che de Chartres a déjà favorisé la libération de trois prisonniers, celle de Bleury d'un. Cette association a aussi mis en place une mallette pédagogique afin de sensibiliser les collégiens aux problèmes des Tibétains. Il existe également des associations françaises qui envoient de l'argent à Dharamsala, ville indienne située sur les contreforts de l'Himalaya, notamment pour aider des Tibétains réfugiés.

Bref, l'aide s'organise, mais elle est plus ponctuelle et d'urgence que vraiment dans une vue du règlement de ce problème, soutenu par Sa Sainteté le Dalaï Lama, prix Nobel de la paix en 1989. D'autres moyens sont aussi mis en œuvre tels des pétitions. Elles aussi se révèlent quelquefois efficaces. Comment agir en tant qu'unité humaine ? Participer dès qu'un stand sur la question traîne par là. *Amnesty International* tient salon les 26 et 27 novembre prochains à l'Hôtel-Dieu à Chartres. LE CSPT sera présent pour l'occasion. Pour ceux qui ont Internet, «Tibet Info» est un bon site pour avoir des nouvelles fraîches.

Des gens n'ont pas de quoi se nourrir, d'autres se vêtir. Mais quand les droits de l'Homme ne sont pas respectés, l'urgence et la détresse montrent toute la misère du monde, d'un monde à la dérive et peu soucieux de se regarder dans la glace ; pour voir que la dictature plane sur une misère inhumaine. Ne parlons pas des pays s'affirmant démocratiques où règne la peine de mort...

KJB

Jospin, intermittent du socialisme

Pendant la période 1986-1988 (gouvernement Chirac), les privatisations ont rapporté environ 13 milliards d'euros de recettes (soit 1.000 entreprises privatisées et près de 500.000 salariés). Pendant la période 1993-1997 (gouvernements Balladur et Juppé), elles ont représenté environ 26,4 milliards d'euros de recettes (soit 1.000 entreprises privatisées et près de 400.000 salariés). Pendant la période 1997-2002 (gouvernement Jospin) les recettes de privatisation se sont élevées à environ 31 milliards d'euros (soit 900 entreprises privatisées et près de 145.000 salariés). «Malgré le retour de la gauche au pouvoir, les privatisations se poursuivent sous le gouvernement Jospin qui entame en outre la privatisation de certaines entreprises publiques en procédant à l'ouverture partiel de leur capital aux investisseurs privés ou en modifiant le statut juridique de certaines entreprises afin de les préparer à une future privatisation. Au cours de ces trois périodes, ce sont près de 3.000 entreprises publiques employant plus de 1.000.000 de personnes qui basculent dans le secteur privé».

(in *Le Monde* du mardi 9 avril 2002).

Fin octobre, Monsieur Lionel Jospin (vous savez, le capitaine qui abandonne le bateau à chaque fois qu'il coule) a déclaré, farce tranquille, lors de son passage dans l'émission "Question ouverte" sur *France 2*, que le gouvernement Villepin commettrait "une faute majeure" en privatisant, heu, pardon, en ouvrant le capital d'EDF.

Faut-il rappeler que c'est Jospin, 1^{er} ministre de la France, qui a signé les accords de Barcelone en 2002 en faveur de la libéralisation de l'énergie en Europe ? Ce même Jospin qui, candidat à la présidentielle de 1995, avait adressé ce courrier (daté du 18 avril 1995) aux électriciens et aux gaziers : «...Je défendrai le service public. C'est une composante essentielle de notre "contrat social", qui lie efficacité économique et justice sociale, qui concourt à l'intérêt général, à la cohésion sociale et territoriale, à la solidarité. Il faut mettre un terme à cette offensive libérale qui prétend réduire toutes les activités aux lois du marché. J'insiste en particulier sur la pérennité nationale des tarifs, l'égalité de traitement des usagers, la recherche du

moindre coût pour la collectivité. Au plan européen, je m'opposerai à toute nouvelle atteinte à ces principes. La construction européenne ne doit pas relever de la seule logique de la concurrence, mais aussi de la cohésion économique, sociale et territoriale au plan européen, pour laquelle les services publics ont un rôle éminent à jouer. J'agirai donc pour rééquilibrer la construction européenne qui ne doit pas se réduire à un marché. Il faut promouvoir une politique d'indépendance énergétique respectueuse de l'environnement (effet de serre, sûreté nucléaire), et une réelle conception commune des services publics, dans le respect des traditions de chaque pays. Je ne laisserai pas privatiser EDF et GDF...».

Ce candidat à la retraite, multirécidiviste, intermittent du socialisme, looser permanent, qui, en son temps, invoquait le devoir d'inventaire, oublie le devoir de mémoire. Mais comme il est loin d'être un imbécile, il a le droit de changer d'avis. Chiche qu'il sera en tête de cortège à la manifestation du 19 novembre à Paris pour la sauvegarde des services publics !

Philip Lafeuil

Sans-Papiers

La souffrance des nôtres

Un collectif de Fontenay-sous-Bois (94) met en place une organisation implantée sur cette ville, mais qui a vocation à prendre une dimension nationale : l'association Familles Nord-Sud. Le texte qui suit* en définit la nature et les objectifs. Si vous êtes intéressés, vous pouvez le faire savoir à l'e-mail suivant : mdeva@fontenay-sous-bois.fr ou à Familles Nord-Sud, Maison du Citoyen et de la Vie Associative, 16 rue du Révérend Père Aubry 94120 Fontenay-sous-Bois.

Nous, Français ou étrangers vivant en France, sommes des millions à avoir tissé nos familles et nos amitiés de part et d'autre de la frontière qui sépare le Nord et le Sud de la planète. Nous vivons dans notre chair, dans nos sentiments, dans nos attachements intimes la part la plus prometteuse de la mondialisation.

Nous témoignons dans notre vie concrète que des malédictions séculaires comme le racisme, la domination impériale, l'intolérance religieuse, le nationalisme, les déséquilibres économiques peuvent laisser place à la construction d'un monde commun. Nous revendiquons comme une richesse et un espoir pour tous cette mondialisation des liens affectifs.

En même temps, nous vivons douloureusement le mur de plus en plus cruel qui sépare les humains selon qu'ils sont nés au Nord ou au Sud de la planète. Ce mur symbolique et matériel est la trace du conflit de cinq siècles qui a établi la domination du monde occidental sur la Terre entière et concentré l'essentiel des richesses à un seul pôle de la planète. Il entretient la méfiance et les préjugés. Il est le rempart d'injustices vertigineuses. Il porte en lui la menace de conflits sans fin. Dans nos vies, il se traduit par des blessures quotidiennes et parfois des tragédies.

Pour nous, les Sans-Papiers qui risquent leur vie aux frontières du monde riche, puis y travaillent sans droits ni moyens de se défendre, ce n'est pas un «problème», ce sont des proches qui veulent trouver les moyens normaux d'existence. Pour nous, les enfants qui périssent dans l'incendie d'immeubles indignes où la discrimination les condamne à vivre, ce ne sont pas des victimes anonymes, c'est notre descendance, notre raison de vivre. Pour nous, la malnutrition, l'impossibilité d'envoyer son enfant à l'école, la loterie macabre des accouchements qui se terminent mal, les maladies curables dont on meurt faute de soin ne sont pas des statistiques lointaines. C'est la souffrance des nôtres.

Le rempart administratif qui confine les habitants du Sud, nous ne le vivons pas comme une protection, mais comme une menace. Il humilie des parents, des frères, des sœurs, des enfants, des amis auxquels nous sommes attachés. Il nous empêche de nous retrouver librement. Il interdit la découverte mutuelle des mondes où nous vivons.

Nous savons d'expérience que cette situation porte en elle des frustrations explosives qui pèsent sur l'avenir de la famille humaine. Nous pensons qu'il faut construire dès maintenant une alternative à cette politique suicidaire. Nous croyons pouvoir être utiles à cette construction.

15 octobre à Beaulieu :
manifestation pour les droits des Sans-Papiers



C'est pourquoi nous appelons tous ceux qui ont des proches des deux côtés du mur et plus largement tous ceux qui envisagent avec sympathie cette internationalisation de l'amour à constituer une force d'action et de réflexion capable de défendre et de mettre en œuvre la mondialisation des relations humaines : l'association Familles Nord-Sud.

* Ce texte a été lu par le philosophe et dramaturge Jean-Louis Sagot-Duvaloux lors de la 4^{ème} Fête de l'Egalité organisée au Foyer Culturel de Beaulieu le 15 octobre dernier par le Collectif 28 pour la régularisation des Sans-Papiers.

Rendons à César ...sa liberté

César Lubaki, débouté du droit d'asile, vit à Chartres depuis 1999. Sa femme, réfugiée politique, a une carte de résidence de dix ans. Ils ont deux enfants : une petite fille de trois ans, scolarisée, et un garçon nouveau né (28 octobre). César avait déjà été arrêté puis relâché en janvier 2004. Mercredi 2 novembre, il a été à nouveau interpellé, jugé en urgence et placé dans un centre de rétention à Rouen avant expulsion. Il s'agit de séparer un père de sa famille. Au nom de quoi ? De la République ? De la Sécurité ? César n'est pas dangereux, il est en danger s'il retourne en Afrique. La solution digne et juste, c'est de lui fournir des papiers pour qu'il puisse vivre et faire vivre sa famille. Qui va s'occuper d'elle ? Que vont devenir ses enfants ? Il y a ainsi une quinzaine de familles sur le département qui sont dans ce cas avec une personne régulière et l'autre pas. Nous avons dit au préfet qu'il fallait les régulariser. Quelle honte ! Nous demandons à tous les citoyens de manifester leur colère en écrivant pour César Lubaki au préfet d'Eure-et-Loir : communication@eure-et-loir.pref.gouv.fr

Cause politique ou humanitaire ?

Le Collectif 28 pour la régularisation des Sans-Papiers a dix ans. Un constat s'impose : non seulement les choses ne se sont pas améliorées mais elles empirent. En faisant un mauvais jeu de mot, je dirais même qu'elles sentent pire.

De nauséabondes pratiques réapparaissent, d'un temps qu'on pensait révolu. Eh oui, braves gens, on rafle près de chez vous ! On pratique des arrestations massives, on se sert d'enfants comme appât pour arrêter les parents, on parque... Bref, on rafle des personnes dont le seul tort est d'avoir refusé de mourir de faim dans leur pays ou d'être torturé. Pire encore, certains ont fui leurs pays pour permettre une vie plus stable et plus libre à leurs enfants, notamment grâce à l'accès à l'éducation.

Au milieu de cette déprédation humanitaire, le Collectif a fait sa 4^{ème} fête de l'Egalité le 15 octobre. Le lâcher de ballons a permis de montrer combien nous sommes fiers dans cette lutte pour le droit à la libre circulation des hommes que les autorités criminalisent, comme tant d'autres combats d'ailleurs. Les désobéissants citoyens que nous sommes avons voulu prouver que d'une part nos amis sans-papiers et nous-même avons les mêmes aspirations et n'étions somme toute qu'un même groupe et que d'autres part nous souhaitons faire connaître les conditions déplorables dans lesquelles on oblige à vivre ces femmes, ces hommes et ces enfants.

Egalement, la présence de Jean-Louis Sagot-Duvaloux a permis de réaffirmer que la meilleure politique pour diminuer l'immigration est de rééquilibrer les échanges Nord-Sud. On ne peut pas, d'un côté, vomir les pratiques de la droite qui cuisine avec les recettes anti-sociales et racisto-xénophobo-nationales et, de l'autre, ne pas s'investir contre la mondialisation du libéralisme sauvage qui dilapide le sud pour enrichir les multinationales du Nord.

J'invite tous les citoyens à se poser la question de la légitimité des frontières. Vous et moi, nous sommes nés ici, dans ce pays où vous pouvez voter (même si parfois vos votes ne sont pas toujours écoutés !), où je peux écrire dans *L'Aiguillon* sans que cela nuise à mon emploi (même si cela n'est pas vrai pour tout le monde !). D'autres sont nés dans des pays où la presse et les droits de l'homme sont bafoués, où l'excision est courante, où les guerres déclarées ou non sont toujours d'actualité. Pour autant, devons-nous ériger des murs ou des barbelés pour laisser la misère au Sud et ne pas assumer au Nord des maux que nous pourrions souvent éviter ou empêcher ?

Dominique Chéron



Sous patronage élyséen

François Mandil a vingt-sept ans, il travaille dans le tourisme culturel dans le Haut-Doubs. *L'Aiguillon* reproduit ci-dessous la déclaration qu'il a faite à la barre du Tribunal correctionnel d'Orléans vendredi 28 octobre pour le procès des faucheurs d'OGM.

«Je suis de cette génération qui n'a pas connu le matraquage idéologique en faveur d'une certaine forme de progrès qui serait forcément une marche en avant forcée à la suite d'une certaine forme de science dévoyée et dirigée par des intérêts financiers. J'avais huit ans quand Tchernobyl a explosé. On nous expliquait alors que le nucléaire, c'était sans danger, c'était contrôlé. Et pourtant ... Alors, on nous a expliqué que c'était parce que Tchernobyl, c'était une centrale soviétique, des gens pas sérieux. On nous a expliqué aussi qu'en passant à la monoculture intensive de la

cacahuète, les paysans sénégalais allaient s'enrichir. Et pourtant ... Alors, on nous a expliqué que c'est l'Afrique, ces gens-là sont tellement corrompus ...

A chaque catastrophe qui aurait pu être évitée avec le principe de précaution, on nous trouvait une bonne raison mais toujours en évitant le fond du problème. Durant ces deux jours, je crois qu'on a suffisamment cité l'amiante, le sang contaminé ou les farines animales. Quand on grandit dans cet univers, on ne peut pas ne pas être sensibilisé. Je considère que ne pas agir, c'est un acte au moins aussi politique que de s'engager ; et je ne pouvais donc pas ne pas m'impliquer. J'ai été éduqué avec des gens comme Saint-François d'Assise, Gandhi, avec les *Évangiles*. Pas franchement des violents, mais des gens terriblement subversifs à leur époque. Je suis on ne peut plus respectueux de la loi et je suis désolé, mais alors très franchement désolé d'avoir dû l'enfreindre. Et je suis désolé, mais alors très franchement désolé, je recommencerais tant que la santé et la sécurité ne seront pas assurées. On nous accuse d'être des obscurantistes opposés à la recherche. J'ai fait moi-même de la recherche lors de mes études et je considère que la société civile n'a pas aujourd'hui les moyens de se faire entendre. Un chercheur, c'est d'abord un être humain qui peut se laisser entraîner, qui vit dans les sphères étherées de la science. Il me semble

que ce sont des gens très bien qui ont construit la bombe atomique, certains se disaient même pacifistes ! Ils se sont rendu compte après de l'énormité de leurs actes...

Je voudrais finir sur la crise de la représentation politique qui nous amène à passer la ligne blanche. Une partie de cette représentation politique ne fixe sa vision qu'à très court terme, qu'aux échéances électorales, comme les grosses entreprises n'ont une vision qu'à très court terme car financière. Les deux se mettent au diapason alors qu'elles devraient se contrebalancer. Je milite en politique depuis que j'ai quinze ans et c'est justement pour faire de la politique autrement. Cette crise de la représentation politique, elle amène même certains grands personnages de l'Etat à agir comme des girouettes. Je crois me souvenir que l'un d'entre eux a dit : "La maison brûle et nous regardons ailleurs !"*. Ah ! Très bien ! Je me suis dit que j'allais regarder dans la bonne direction. Finalement, je me suis mis sous son haut patronage ! Ce personnage est un spécialiste de la désobéissance, malheureusement pas franchement civique du tout, et pourtant il court toujours. Nous, on agit pour la santé du bien commun et pourtant, on nous poursuit ! ».

François Mandil

*«La nature, mutilée, surexploitée, ne parvient plus à se reconstituer et nous refusons de l'admettre. L'humanité souffre. Elle souffre de mal-développement, au Nord comme au Sud, et nous sommes indifférents. La terre et l'humanité sont en péril et nous en sommes tous responsables», Jacques Chirac, discours au sommet de la Terre à Johannesburg, le 2 septembre 2002.



Allègre ment

Claude Allègre, sulfureux ancien ministre de l'Éducation nationale, ex-ami de trente ans de Lionel Jospin, a déclaré dans l'émission «Le fou du roi», sur France Inter, le 24 octobre 2005, entre autres propos insensés, que José Bové est pour le progrès ce que Le Pen est pour les étrangers, et que les faucheurs volontaires sont des assassins. Se prétendant scientifique (il n'est en fait que géographe, pardon pour nos amis géographes !), c'est un habitué des logorrhées médiatiques anti anti-OGM à remugles populistes. Il revient régulièrement à la charge contre les faucheurs volontaires sans jamais avoir honoré de sa massive présence un débat contradictoire sur les OGM.

Dans sa diatribe contre les faucheurs, Allègre ne respecte pas la démarche scientifique, dont le protocole impose de n'éluder aucune hypothèse a priori. Alors que les anti-OGM, de concert avec les bio-pharmaciens qui travaillent en laboratoire, s'interrogent encore, lui, omniscient, assène des vérités. Lorsque, par exemple, il accuse les faucheurs d'être des assassins d'enfants parce qu'ils empêcheraient la production de médicaments pour les sauver de la mucoviscidose, il confond allègrement (si je puis me permettre) la lipase gastrique produite par un maïs génétiquement modifié qui ne permet que de soulager (mais c'est déjà bien) les effets secondaires de médicaments qui, eux, combattent directement la maladie. C'est un peu, toute proportion gardée, comme lorsque, sous traitement antibiotique, l'on mange un yaourt pour reconstituer sa flore intestinale.

Monsieur Allègre oublie vite (par ignorance, bêtise ?) que les faucheurs volontaires ne contestent absolument pas l'intérêt de la recherche sur les OGM. Ils protestent contre leur culture en plein champ alors que leur production en milieu confiné s'avérerait plus respectueuse de la diversité environnementale et également plus rentable économiquement. Le débat doit donc rester ouvert et donner jour à la vérité que les faucheurs réclament, afin d'éclairer en toute objectivité les citoyens, dans la sérénité et la raison, contre le sectarisme et la diffamation.

Philip Lafeuil

Pour le procès des Faucheurs d'Orléans, *L'Aiguillon* a édité un tract de soutien au format A3 recto verso. Il est en ligne sur le site d'*Energies Citoyennes*. La version papier est aussi à disposition sur commande.

Pourquoi j'ai fauché...

J'ai fauché pour dénoncer le mépris des grandes firmes agro-alimentaires, agrochimiques et semencières à l'égard des populations, avec la complaisance de certains élus. Je vis en Eure-et-Loir depuis soixante-deux ans, dans la Beauce céréalière, «le grenier de la France». On y pratique une agriculture intensive et on y déverse des tonnes d'engrais et de pesticides. La nappe phréatique de Beauce est polluée. Des points de captage contiennent plus de 50 mg de nitrates/litre et sont fermés car l'eau n'est plus potable.

Cela fait plus de vingt ans que la population avale des engrais et des pesticides. Pourquoi n'avalerait-elle pas des OGM ? En Eure-et-Loir, trois firmes semencières sont implantées : Monsento à Toury, Limagrain à

Prunay-le-Gillon et Syngenta à Bonneval. Ces firmes méprisent les sols, la terre. Elle est belle la Terre, elle est riche de sa biodiversité ! Elle a plus de quatre milliards d'années. Elle n'appartient à personne. Elle nous héberge et nous en sommes les locataires. Alors, le droit à la propriété donne-t-il le droit d'y cultiver n'importe quoi, n'importe comment ? La justice déclare que nous avons contrevenu à la loi. Quelqu'un a dit : «Quand la loi est mauvaise, il faut l'ignorer». Nous faucheurs, quand la loi est injuste, nous ne l'ignorons pas, nous la dénonçons et nous nous en défendons !

Mauricette Girard
(propos tenu à la barre du procès des faucheurs d'OGM)

Humeurs

☹ **Le vert est dans le fruit.** Face aux éléphants verts Mamère et Voynet, Yves Cochet, dernier ministre de l'Environnement sous la gauche jospinienne, ne fait pas le poids : piètre stratège, dénué de charisme. Surtout, il défend des idées de fin du monde. A tel point que ses «amis» le caricaturent en millénariste, voire en pétainiste. Son credo : la baisse de la production entraînera une énergie chère, très bientôt. Le monde tel que nous le vivons est condamné. Démondialisons la mondialisation. Organisons la décroissance de la consommation. Mettons en œuvre une sobriété nouvelle... L'est fou, lui !

☹ **Amiantis religionis.** Jean-Louis Porquet, dans *Le Canard Enchaîné* du 2 novembre : "A quand un rapport des sénateurs étudiant, à la lueur de la catastrophe de l'amiante, ce qui se passe aujourd'hui dans les domaines de la chimie, du nucléaire, des OGM ou des nanotechnologies ?" Après huit mois d'enquête, une poignée de sénateurs dénoncent "l'indifférence inexplicable de l'ensemble des acteurs, employeurs et pouvoirs publics" sur les ravages causés par l'utilisation intensive de l'amiante alors que "dès 1906, le lien entre expositions aux fibres d'amiante et survenue de décès professionnels est clairement établi". Le Comité Permanent Amiante n'a été qu'un "lobby de l'industrie dans lequel siégeaient également des scientifiques, les partenaires sociaux et des représentants des ministères concernés, et qui prônaient l'usage contrôlé de l'amiante". A part ça, gouverner, c'est prévoir... Bravo !



☹ **Impossible transparence.** Le débat public prévu sur le futur réacteur nucléaire EPR a été ajourné. A la suite de *Greenpeace* et de *Sortir du Nucléaire*, les principales associations se sont retirées : la commission gouvernementale en charge du débat refusait tout accès, même contrôlé, à certains documents classifiés sur la vulnérabilité des EPR en cas d'attaque terroriste. Du coup, le débat public n'a plus d'interlocuteur. Ni d'objet. Si l'on ne peut pas évoquer les sujets délicats...

L'appel à soutien financier des Faucheurs fauchés

Le procès des quarante-neuf faucheurs d'OGM jugés par le tribunal d'Orléans vient de s'achever. Les débats ont été très riches au cours de ces deux jours. Le jugement est mis en délibéré jusqu'au **9 décembre**, à 14 heures. Le Procureur de la République a requis trois mois de prison ferme contre Jean-Emile Sanchez Matteo (ancien porte-parole de la Confédération paysanne qui avait participé au démontage du Macdo de Millau le 12 août 1999), trois mois de prison dont quinze jours fermes contre Jean-Marie Loury, Jean-Luc Cholet et moi (poursuivis pour deux fauchages), et trois mois de prison avec sursis contre tous les autres, plus 1.500 euros d'amende pour chacun de nous (dont les membres d'*Energies Citoyennes* Mauricette Girard et Marie-France Woisard).

Merci à tous ceux qui, par leur engagement, leur présence, leurs témoignages de solidarité, leur aide nous ont soutenus. Peut-être certains d'entre vous ont déjà reçu cet appel à un soutien financier, peut-être même plusieurs fois. Si c'est le cas, veuillez nous en excuser. Ces procès coûtent cher. Je suis persuadé que la légitimité de notre combat contre la culture d'OGM dans les champs et dans le domaine agroalimentaire sera un jour reconnue, même si c'est long et difficile. Amicalement. **Envoyez vos dons à «Construire un monde solidaire», commission environnement, 4 place Lucien Grégoire 12100 Millau.**

Patrice Alliot

Vœu pieux...

La conseillère régionale Gisèle Quérité et le groupe communiste ont présenté le vœu suivant à la séance plénière du Conseil régional du Centre du 21 octobre 2005, en soutien aux 49 faucheurs volontaires jugés les 27 et 28 octobre.

«Le Conseil régional de la région Centre a décidé, par une délibération des 16 et 17 décembre 2004, de s'opposer à la mise en place, sur le territoire régional, de cultures d'OGM en milieu non confiné, de soutenir la recherche dans le domaine des biotechnologies dès lors qu'elle se situe dans le cadre de la recherche en milieu confiné, répondant ainsi aux principes de précaution et de prévention. Le gouvernement a persisté, malgré les incertitudes scientifiques concernant la nocivité à court terme des Plantes Génétiquement Modifiées (PGM), à développer les essais en plein champ de cultures à base de semence génétiquement modifiée. Cette attitude constitue une épreuve de force qui a naturellement entraîné une réaction citoyenne sous la forme de fauchages volontaires. Ces citoyens ne veulent pas que se reproduisent des catastrophes telle que l'amiante... Le gouvernement a choisi de criminaliser ces actions plutôt que de développer un vrai débat démocratique sur cette question. Il a adopté dans ce domaine une attitude dangereuse en renvoyant devant les tribunaux 49 de nos concitoyens. Notre conseil régional du Centre demande un moratoire pour que les essais en plein champ ne soient pas renouvelés et que les mises en culture soient interdites en 2006. Il est ainsi respectueux de la volonté largement majoritaire des habitants de notre région et agira pour que cette exigence soit respectée. Le conseil régional du Centre apporte son soutien aux 49 faucheurs volontaires et sera présent à leurs côtés les 27 et 28 octobre lors du procès d'Orléans».

Precisons que le vœu a été rejeté par une majorité de conseillers régionaux...

Un roman à lire absolument

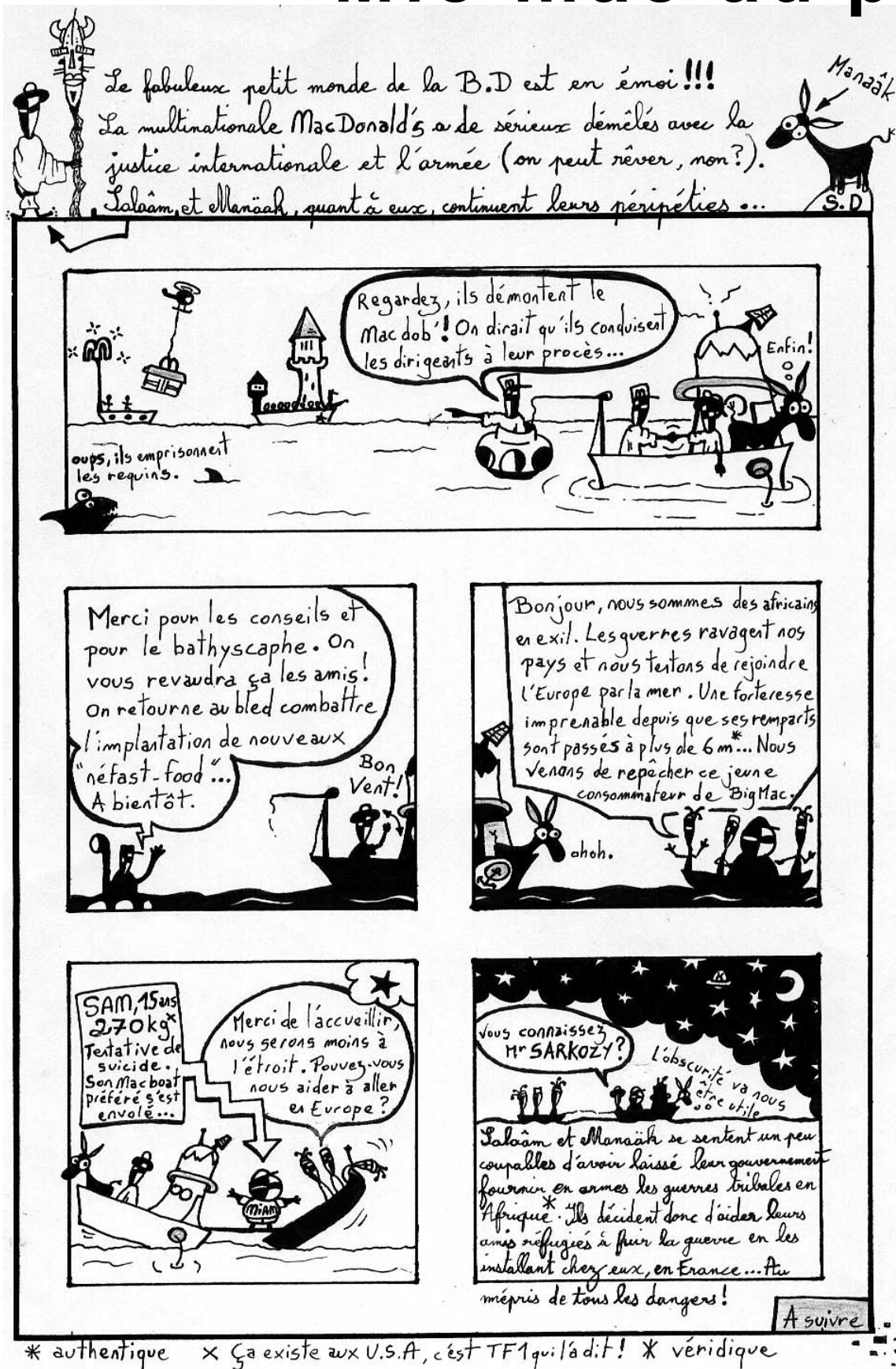
«Les vivants et les morts»

«Un : tu n'as rien à toi : ta maison, elle est à la banque ; le jour où ils ferment le robinet, t'es à la rue. Deux, en théorie tu peux aller où bon te semble, en réalité, comme tu n'as pas un sou devant toi, t'es bien obligé de rester là où tu es ! Je ne te demande pas où tu vas en vacances, je connais la réponse : tu restes là, t'es assigné à résidence. Trois, tu travailles pour gagner tout juste ce qui te permet de survivre, rien de plus. Et si tu t'avises de te plaindre, le peu que tu as on te l'enlève pour t'apprendre les bonnes manières. Alors tu la fermes parce que ta baraque, ta femme, tes gosses... Alors d'accord, t'es pas fouetté, t'es pas vendu sur le marché, t'as le droit de vote et le droit d'écrire dans le courrier des lecteurs de *La Voix* que tu n'es pas d'accord avec ce qui t'arrive, t'as la liberté d'expression ! Quelle liberté ? Tu sais bien que si tu écrivais une lettre pour dire vraiment ce que tu penses et si tu l'envoyais, ce serait comme si tu rédigeais publiquement ta fiche d'inscription à l'ANPE. Crois-moi : si tu veux bien regarder de près, ta vie ne vaut pas un pet de lapin, tu ne comptes pour rien, t'es un "opérateur" de production comme ils disent, quelque chose entre l'animal de trait et la pièce mécanique...» (pages 214 et 215).

«Il y a en France aujourd'hui combien ? Huit, neuf millions de chômeurs... Et il ne se passe rien. Pourquoi ? Parce qu'ils sont devant leur petit écran, les yeux écarquillés, hypnotisés, avec sous le crâne une éponge qui leur sert juste à savoir si c'est chaud ou si c'est froid. Les politiques ne sont pas fous. Ils peuvent dépenser des fortunes pour la télé, c'est de l'argent bien placé. C'est l'argent de la paix sociale, le plus grand neuroleptique jamais mis en circulation. Ça vaut toutes les camisoles de force. (...) Fermez la télé et c'est l'insurrection générale ! » (pages 272 et 273).

(Gérard Mordillat, *Les vivants et les morts*, Calmann-Lévy, 2004).

Mic mac au pays du Big Mac



La petite manif' apéro qui devait avoir lieu le 16 octobre (journée mondiale d'action contre la Macdomination) a pris une tournure particulière. En effet, lors de notre arrivée sur le site du nouveau Fat-Food de la rocade de Mainvilliers, nous avons constaté que les forces de l'ordre voulaient nous voler la vedette. Leur allure déterminée, leurs voitures garées sur le parking de manière ostentatoire, leurs armes, et le blocus devant les portes d'entrée ne nous ont pas donné envie de les rencontrer... Alors, nous avons partagé les bons produits ailleurs, loin du «Big Brother System» qui, décidément, respire de moins en moins la liberté.

Un Big Mac pris au Mac-Drive pour se faire un plateau télé, est-ce vraiment cet art de vivre dont nous souhaitons faire la promotion? La viande importée d'Argentine, sans saveur parce que dissimulée sous une couche de ketchup, prise entre deux épaisseurs de pain aussi moelleux qu'une éponge! Comme dirait Jean-Pierre Coffe, «C'est de la merde!!!». Je ne suis pas un just-qu'au-boutiste, j'ai mangé (ou bouffé) plusieurs fois avec mes enfants dans un Macdo, mais après vérification, c'est sûr, je préfère le goût français, le bon fromage au lait cru sur du bon pain avec un petit rouge sympathique.

Et puis, la multinationale Mac Donald's, c'est tout un symbole. Elle fait d'énormes profits

en vendant des produits pas bons, préparés par des travailleurs sous-payés, des précaires, de préférence des femmes ou des étudiants. L'ambiance c'est «Tais-toi et bosse!» et surtout pas de syndicats! Ah j'oubliais! Les emballages: un vrai festival! Les poubelles d'un resto, c'est déjà important, mais les poubelles d'un Macdo, c'est dément! Et cette pub envahissante dont le cœur de cible est la jeunesse (la même qui se fait exploiter derrière les fourneaux), rien à voir avec le bouche à oreille pour venter la qualité d'un petit resto sympa! Pour toutes ces bonnes raisons, nous ne souhaitons pas faire de la pub à Macdo!

Justement, avez-vous reçu la nouvelle campagne de propagande publicitaire initiée par Macdo et la ville de Chartres (sous forme de prospectus très polluants, bien entendu)? Cette dernière vous somme de revenir dans le centre ville chartrain car le Mac des Epars a fait peau neuve, et vous allez pouvoir vous garer dans le trou du Q-Park tout beau, tout près, tout neuf et très cher. L'immondialisation n'ayant plus de limites, vous pouvez donc obtenir un bon Sunday gratuit sur présentation de votre ticket de parking souterrain. Quand on vous dit que tout est lié...

Une poignée de citoyens gastronomes

La tyrannie du profit

Régulièrement, des journalistes (par exemple, Jean-Marc Sylvestre sur *France Inter* le 14 octobre) ou des politiciens libéraux, accusent la gauche altermondialiste de croire au «complot international» qui serait fomenté par la finance internationale et les fonds de pensions. Pour avoir lu Susan George, Bernard Maris, Jacques Nikonoff, Jean Ziegler* et bien d'autres intellectuels engagés, je peux assurer qu'aucun d'entre eux n'a jamais exprimé cette psychose du «grand complot». Ils essaient, simplement, à travers leurs ouvrages, d'alerter leurs concitoyens des dangers du capitalisme. A partir des années 90, ce système économique s'est transformé en machine infernale uniquement soucieuse d'imposer une productivité supérieure, une rentabilité à court terme, des restructurations, des réductions d'effectifs, licenciements, délocalisations, stress, chômage, misère...

Pour certains, la mondialisation coûterait cher aux occidentaux (pas à tous) mais profiterait aux pays en développement (peut-être la Chine mais à quel prix!). Mais, dans les faits, l'objectif de profit maximum et son cortège de conséquences catastrophiques (le pillage des ressources et de l'environnement en bonus) frappe tout le monde sans distinction: les pays pauvres s'enfoncent davantage dans le marasme faute d'organisations syndicales pour les défendre. Les

pays riches voient s'accroître la fracture sociale, l'efficacité des syndicats étant sérieusement limitée à cause du chantage aux délocalisations.

Pour d'autres, la mondialisation libérale et la concurrence généralisée sont synonymes de bas prix pour les consommateurs. La belle affaire lorsqu'on est au chômage ou que les salaires sont si bas qu'il ne reste que de quoi survivre lorsqu'on a payé son loyer. Nous voici revenus trente ans en arrière. Pour s'en sortir, les travailleurs sont condamnés à imposer un rapport de force entre syndicat et patronat et élargir le syndicalisme à l'international. C'est beau la civilisation! En 1839, Flora Tristan**, femme de lettres et militante socialiste, de retour de Londres où elle avait observé un «laboratoire de la civilisation», prévenait déjà des dangers d'un modèle de développement où l'homme était sacrifié à la tyrannie du profit. Pensée visionnaire, nous sommes aujourd'hui en plein dedans!

Denys Calu

* Susan George, *L'effet boomerang*; Bernard Maris, *Lettre ouverte aux gourous de l'économie qui nous prennent pour des imbéciles*; Jacques Nikonoff, *Chômage nous accusons*; Jean Ziegler, *Les nouveaux maîtres du monde et ceux qui leur résistent*.

** Une rue Flora Tristan va bientôt être créée dans la commune de Lèves.

La Poste filialise ses pollutions

Le président de *La Poste*, Jean-Paul Bailly, en visite au bureau de Paris 10 à l'occasion de la livraison d'un véhicule électrique, a fait un beau discours sur l'écologie et le développement durable à *La Poste*. Il a affirmé que les rejets en CO2 des véhicules de *La Poste* ont diminué de 2,7% en 2004. Décodage:

1. Le transport du courrier est de plus en plus confié à des transporteurs privés. Les rejets en CO2 de ces transporteurs ne sont pas comptabilisés. 2. Au 1^{er} janvier 2004, *La Poste* a créé Mediapost, une filiale chargée de distribuer la PNA (les pubs dans les boîtes à lettres). Les employés de Mediapost utilisent leurs propres véhicules. Avant, c'étaient les facteurs en voiture jaune qui distribuaient les pubs. Encore des rejets qui ne sont plus comptabilisés!

La diminution de 2,7% cache en fait une forte augmentation due à la fermeture de centres de tri et aux trajets ainsi allongés.

Mélusine Enfaillite

Dans *L'Aiguillon*, on vous parle depuis quelques temps, des «Casseurs de pub» et de leur journal *La Décroissance*. Ils font la promotion d'un style de vie fait de frugalité, de simplicité volontaire, bref de décroissance de notre consommation.

Première chose, la décroissance ne concerne que les pays développés, ceux qui sont dans la surconsommation et le gaspillage. Il n'est pas question de la promouvoir pour les pays du Sud (au contraire, nous devons nous inspirer de leurs idées; question récupération, nous avons beaucoup à apprendre des pays du Sud).

Le type de société envisagée reviendrait à un niveau de consommation de l'énergie comparable à celui des années soixante. Mais ce ne sera jamais vraiment semblable, car des inventions et des progrès ont été faits qui permettent d'économiser les énergies. Par exemple, l'isolation des bâtiments, les capteurs solai-

res, les chauffe-eau solaires, les éoliennes, l'essoreuse à salade si pratique, les lampes basse consommation, la couette, les poêles à bois contemporains à haut rendement, les cheminées à foyer fermé et système de récupération d'air chaud, le fauteuil roulant super léger, la poussette-canne, la griffe pour bêcher sans se courber, la chasse d'eau à deux vitesses, le pulvérisateur à pression manuelle..., j'en passe et des meilleures. Mais si, stimulés par la pénurie d'énergie, la recherche et le «système D» étaient entièrement mobilisés pour résoudre tous les problèmes de la vie quotidienne, sans épuiser les ressources de notre planète, alors la décroissance serait plus douce et acceptable.

Nous n'avons pas besoin de vivre dans le luxe et l'excès de consommation pour vivre bien. Pourtant, dans certaines familles, il y a

Décroissance utopique ?

autant de voitures que de personnes en âge de conduire et des téléviseurs dans chaque pièce. La consommation a été encouragée sous prétexte qu'elle était créatrice d'emplois. EDF a fait la promotion du chauffage électrique et, dans les cuisines, on ne compte plus les appareils ménagers électriques: plaque de cuisson, four, lave-vaisselle, robot, cafetière, couteau à découper, ouvre-boîte, friteuse... tous électriques! A quand le tire-bouchon électrique? Symptomatique de cette frénésie: les prises de courant sont équipées de prises doubles, triples et jusqu'à des blocs de sept prises!

Chartres n'échappe pas à cette montée en puissance de la consommation d'électricité: éclairage public renforcé, mise en valeur du patrimoine, éclairage des bords de l'Eure, fête de la lumière, éclairage de Noël... La tempéra-

ture au cœur des grandes villes est supérieure de deux à trois degrés par rapport à la campagne. Quand on arrive de nuit à proximité d'une ville, celle-ci est auréolée d'une calotte lumineuse. Ce sont les signes d'une forte consommation d'électricité. Comme le disait Maurice Girard lors d'un récent Conseil Municipal chartrain, il faut tout mettre en œuvre pour réduire ce gaspillage, utiliser au maximum les ampoules à faible consommation, les balises solaires et pourquoi pas envisager des fêtes de la St-André et de Noël avec des décorations lumineuses à base de lampions, photophores et flambeaux? Je devine d'ici les réflexions de certains de nos concitoyens (et pas seulement dans la majorité municipale): «C'est bien ce que l'on craignait avec vous, les écolos, c'est le retour à la bougie!». La décroissance, c'est peut-être pas pour demain mais si c'était pour après-demain?

D.C.